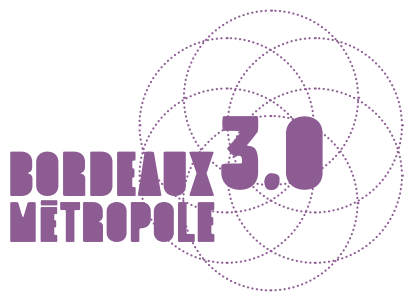


BORDEAUX MÉTROPOLE 3.0

Vers la métropole désirable
> point d'étape/décembre 2010



C'est avec enthousiasme, mais non sans inquiétudes que nous avons lancé Bordeaux Métropole 3.0 au printemps dernier. Etait-il pertinent que La Cub, institution plutôt technicienne, lance un large débat prospectif à l'échelle de l'agglomération ? Parviendrait-elle à se hisser à la hauteur de l'enjeu et à mobiliser tous les acteurs du territoire ? Il faut parfois savoir s'affranchir des doutes pour faire vivre une utopie...

Pourquoi penser la métropole maintenant ?

Aujourd'hui, à mi-chemin de ce processus participatif de réflexion prospective, l'intérêt que suscite Bordeaux Métropole 3.0 est manifeste. C'est sans doute la concrétisation d'une intuition : confrontés au déclin des idéologies, à la montée des préoccupations environnementales, au désengagement de l'Etat, nous restons en attente de vision, de réflexion, de rêves aussi. Il s'agit donc de remettre au centre le volontarisme et la capacité des hommes à prendre leur destin collectif en main.

Chez nous, à Bordeaux, nous sommes aujourd'hui parvenus à un moment charnière dans l'effort de renouveau que nous avons initié. Le grand projet urbain fondé sur l'arrivée du tram et la reconquête des espaces publics, sur la rénovation des façades et l'aménagement des quais, s'il n'est pas encore achevé, est désormais bien engagé. Il contribue incontestablement à crédibiliser le réveil de la ville. Mais aujourd'hui, le temps est venu de franchir une nouvelle étape pour construire cette décennie bordelaise à laquelle je crois, et hisser durablement la métropole bordelaise au rang des villes incontournables du pays et du grand Ouest européen.

D'ores et déjà, un nouvel ensemble de projets structurants se concrétise, avec la construction du nouveau pont Bacalan-Bastide, le renouvellement de la rive droite et l'opération Euratlantique qui prépare l'arrivée de la LGV. En complément de cet « arc de développement durable » qui se dessine symétriquement à la courbe du fleuve, La Cub lance un programme d'habitat novateur et de grande ampleur, baptisé « 50 000 logements », qui se développera le long de ces « flèches de mobilité » que forment nos axes de transport collectif, bientôt prolongés par la troisième phase du tramway. Et de même qu'elle travaille à développer l'attractivité économique de l'espace communautaire, en étant par exemple partenaire de l'ambitieux plan Campus, La Cub prend soin de concilier croissance et respect de l'environnement en s'engageant à préserver les 50 % d'espaces naturels qui font aussi la richesse de notre territoire. Ce développement harmonieux, cet « Eden métropolitain », nous les résumons par le quadryptique EHDN, qui symbolise combien les préoccupations d'Emploi, d'Habitat, de Déplacements et de Nature en ville doivent demeurer imbriquées et envisagées ensemble.

A nos yeux, Bordeaux Métropole 3.0 participe pleinement de cette dynamique métropolitaine, car nous sommes convaincus qu'elle ne réussira qu'avec le concours et l'adhésion des habitants.

Un bilan d'étape avant d'aller plus loin

Ce recueil des premières contributions autour de la Ville désirable est une sorte de bilan à mi-parcours. Il montre que le processus est résolument enclenché et que les choses avancent. Chaque conférence thématique a su nourrir de riches échanges entre les experts scientifiques et le public. La plupart des contributions du conseil scientifique sont ici d'ores et déjà disponibles.

Les apports des communes de La Cub et de plus d'une quarantaine de partenaires extérieurs sont en cours de finalisation, tout comme les appels à idées lancés aux élèves des écoles primaires, des collèges et lycées de l'agglomération, ces adultes de 2030 qui vivront pleinement les changements que nous essayons dès à présent d'anticiper au mieux grâce à Bordeaux Métropole 3.0.

Enfin, les appels à projet sur le numérique et les approches de bâti innovantes sur quelques exemples de délaissés de voirie donneront lieu à l'issue des jurys à des expérimentations salutaires, qu'elles soient pragmatiques ou décoiffantes.

Mais bien entendu, La Cub ne s'est pas contentée de faire plancher les acteurs de la métropole ! Elle prépare elle aussi sa contribution, qui sera remise avant la fin de l'année.

Les prochaines étapes seront tout aussi déterminantes : les contributions directes des habitants de l'agglomération se confronteront aux analyses du panel scientifique. Les premiers enseignements des expérimentations urbaines seront tirés. En point d'orgue, les élus de La Cub se prononceront en début d'été sur l'assemblage final, qui tracera la feuille de route à suivre pour fabriquer ensemble la métropole de demain.

Le chemin parcouru est déjà surprenant, presque au-delà des attentes initiales, mais il est en même temps loin d'être clos. Je crois humblement que cet exercice contribue à faire vivre en ce moment à la métropole bordelaise et à ses habitants un moment singulier, une expérience riche, unique et exemplaire à plus d'un titre. Quoiqu'il advienne, il en restera forcément cette volonté de faire revivre l'intuition humaniste que notre avenir peut être ce que nous voulons qu'il soit.

Vincent Feltasse
président de la Communauté
urbaine de Bordeaux

« C'est quoi le rêve ? Trouver un moyen de faire une métropole dissidente ? »

Vincent Feltesse

« Oui, j'aime bien ce terme pour faire réagir. Alain Juppé l'a dit : Bordeaux a réussi sa mutation ; il y a une accumulation de choses positives. Mais en même temps, il existe un nombre de projets pouvant donner le tournis, une avalanche de chiffres qui peut faire se poser la question aux habitants : « Et moi où suis-je là-dedans ? ». De plus, avec les fortes identités locales, ce n'est pas facile. Comment va-t-on réussir à inventer un modèle de développement efficace mais aussi en accord avec la vision bordelaise ? Ce qui est fascinant à Bordeaux, c'est qu'on a tout faux au niveau des indicateurs et que pourtant, nous sommes dans un cadre de vie extrêmement doux. Donc comment entre-t-on dans cette compétition européenne tout en apportant une touche bordelaise qui a toujours été décalée par rapport à la touche parisienne ? C'est pour cela que j'utilise le terme de métropole dissidente car il existe une touche bordelaise qui fait qu'aujourd'hui, on peut amener notre touche personnelle à une construction plus large. »

SOMMAIRE

Éditorial du président

La prospective	4
Pourquoi Bordeaux Métropole 3.0?	5
Comment?	6
Calendrier du projet	8
Partage	11
> tables rondes	
> ateliers	
> conférences	
Expertises	32
> contributions du conseil scientifique	
> présentation de l'INTA	
Expérimentations	44
Contributions	46

LA PROSPECTIVE

Intervention de Fabienne Goux-Baudiment,

prospectiviste, directrice de la société proGective.

Lors du séminaire des contributeurs du 16 septembre 2010

Qu'est-ce que la prospective ?

La prospective est une pensée occidentale sur le temps avant d'être une pensée du futur. Nous pensons souvent que le futur est induit par le passé, nous sommes tournés vers le passé et nous avons du mal à appréhender le présent - car il s'échappe continuellement. Ceci explique sans doute pourquoi nous tendons à limiter une étude prospective à un diagnostic du présent continuellement répété. Or il faut sortir de cette logique de diagnostic. Les regards portés vers le futur ne sont jamais des regards scientifiques. Ceux-ci peuvent être des regards rigoureux, par leur méthode, par une certaine maîtrise de la pensée, mais en aucun cas il ne s'agit de prédire l'avenir. Il est fondamental de retenir et de reconnaître ce point, car c'est avec une subjectivité de regard que nous dialoguons sur le futur. La prospective n'est pas une discipline nouvelle; elle existe en France depuis 1957, et déjà au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, le gouvernement français a souhaité anticiper ce qu'allaient être les années à venir, et surtout ce que nous voulions comme politique publique après la reconstruction.

Ce qu'on cherche à faire en prospective, c'est réfléchir pour construire le futur : c'est ce qu'on appelle le normatif, parce que cela nous permet de construire quelque chose. On l'oppose souvent à l'exploratoire, qui est le fait d'observer, simplement, ce qui pourrait éventuellement se passer. Et dans cette prospective, nous avons toujours une dimension participative : aucun individu, aussi intelligent soit-il, n'a la capacité d'appréhender, seul, la complexité. Nous devons être ensemble. Chacun d'entre nous apporte son savoir et sa vision...

En conséquence, il faut, dans cet exercice, lier à la fois la rétrospective - ce que nous sommes du passé - et l'introspection - ce que nous voulons comme futur -, pour arriver à une logique de prospective « agir pour le futur ».

Qui peut faire de la prospective ?

Tout le monde ! Car chacun l'a déjà fait dans sa vie, par exemple, lorsqu'il planifie ses vacances. Lorsqu'il fait cela, il a des désirables (aller au bord de la mer, à la montagne...) et puis des contraintes à négocier (famille...), des contraintes de temps, de coût... De cette façon, nous élaborons inconsciemment des hypothèses, des désirables, nous négocions avec les autres et au bout du compte nous faisons un choix, donc nous renonçons à des options. C'est exactement cela un exercice de prospective, en moins compliqué.

Pourquoi maintenant ?

Une évolution des hommes et des territoires

Cette prospective vise à changer notre vie. Et pour changer notre devenir, il faut agir tout de suite, maintenant, se concerter et faire des choix ensemble.

Tout d'abord, nous vivons une période de transition avec un urbanisme qui galope, ce qui induit la question : comment gère-t-on la ville? Nous sommes aussi dans une culture de l'urgence et des innovations technologiques ultra-rapides (Internet, réseaux sociaux...). Et puis, enfin, cet extraordinaire changement d'état d'esprit que l'on peut constater aujourd'hui, entre un univers dans lequel vous avez une pensée extrêmement radiale, serrée... et des valeurs qui tournent autour de l'hédonisme, de la réalisation instantanée de nos désirs, de la hausse de la valeur « temps libre ». Ce qui signifie, quelque part, que nous le voulions ou non, que nous allons devoir changer. Alors autant être proactif, et non pas attendre que cela arrive.

Partout, l'intervention de l'Etat central est en train de se réduire, il délègue de plus en plus de compétences à l'échelon inférieur et aussi supérieur. Les métropoles redeviennent comme des « cités états » de l'Antiquité grecque. Les gens aussi changent mais ils courent toujours après quatre éléments majeurs :

- La nécessité de s'adapter continuellement à quelque chose qui va plus vite que nous.
- Le progrès : nous essayons tous que demain soit meilleur qu'aujourd'hui.
- La curiosité : aujourd'hui tout est désormais possible, tout est à notre portée et donc nous ne sommes plus mobilisés par les nécessités de recherche fondamentale. Or, une société qui n'a plus de curiosité est une société qui meurt.
- Autre élément, sans doute le plus puissant, c'est la question de la recherche du bonheur : on parle de PIB, de PNB... Or ces indicateurs ne vont-ils pas être supplantés par des indicateurs nouveaux, des indicateurs de bonheur ?

Réactivité et proactivité

Même pour ceux qui n'auraient pas conscience de ces évolutions, il reste un besoin : celui de gouverner un territoire. On appelle ça « l'intelligence territoriale » : anticipation et prise de décisions efficaces. Mais pour ça, encore faut-il que l'on soit capable de développer une vision d'avenir cohérente, qui fasse sens pour les citoyens, qui réponde à leurs aspirations, car, aujourd'hui, personne ne nous oblige à vivre sur un territoire. Si celui-là ne correspond pas à vos aspirations, vous partez

et vous allez vivre dans un autre.

Enfin, cette prospective doit vous rendre capable d'être efficace, d'avoir une réactivité. Quand quelque chose d'inattendu arrive, vous êtes plus réactif, parce que vous avez déjà pensé à d'autres hypothèses alternatives que celles que vous déployez habituellement. La prospective va aussi vous permettre de développer une proactivité : avant qu'un dénouement vous arrive dessus, vous aurez su l'anticiper, vous serez protégé, vous aurez protégé vos populations. Par ailleurs, faut-il conserver à tout prix des protections qui nous empêchent de nous adapter, ou faut-il au contraire développer une adaptation qui nous permette d'être protégé? La prospective permet d'identifier les différentes potentialités.

Quel type de prospective ?

Faire de la prospective, c'est d'abord comprendre, mais pas avec un seul regard. Il faut réaliser que chacune de nos actions, de nos décisions est en train de fabriquer notre avenir. L'avenir est ouvert. Une fois qu'on a compris comment il se fabriquait, on essaie de comprendre les avènements possibles, et là, bien sûr, les démarches qui permettent d'aller du futur au présent, du présent au futur existent. Mais il y a aussi les intuitions... Nous avons tous des intuitions, une idée sur l'avenir, sans grandes démonstrations, sans données chiffrées, juste une intuition de ce que pourrait être l'avenir. Il faut laisser parler ses intuitions. Cette construction d'un avenir choisi se fait toujours à plusieurs, elle réunit :

- les experts, ceux qui détiennent un certain savoir sur les choses, qui ont des données quantitatives ou qualitatives sur des tendances;
- les acteurs locaux, qui s'organisent en deux catégories : les institutionnels et les acteurs locaux « concernés », c'est-à-dire ceux qui comprennent qu'ils ont un rôle à jouer dans le devenir du territoire et qui agissent dans ce sens;
- les décideurs. Or décider, c'est choisir. Et choisir, c'est renoncer, ce n'est pas facile.

En conclusion,

La prospective...

- donne du sens
- voit loin, large et en profondeur
- est une réflexion commune
- est une prise de risque
- est opérationnelle, en s'incarnant sur le terrain
- place l'homme au centre de ses travaux

POURQUOI BORDEAUX MÉTROPOLE 3.0 ?

Infléchir notre modèle

Après un réveil évident et des projets structurants salutaires (tramway, aménagements des quais et autres espaces publics...), la métropole bordelaise doit prendre rang aux côtés des grandes villes européennes tout en développant son propre modèle d'épanouissement.

Pour ce faire, un certain nombre de projets sont déjà en marche. 3^e phase du tramway, Opération d'intérêt national Bordeaux Euratlantique, arrivée de la LGV d'ici quelques années, nouveaux ponts, parcs d'activités et augmentation de l'offre de logements... La Cub avance, mais la ville qu'elle construit

prend-elle bien en compte toutes les priorités des habitants? L'ensemble de ces projets mis bout à bout constituent-ils bien le cadre de vie que l'on souhaite? Et si l'on regardait un peu plus loin, une fois tous ces chantiers terminés, et que l'on vérifiait que ce que nous sommes en train d'édifier correspond à un destin choisi, à l'écart du modèle dominant, uniforme et sans âme, tel que décrit par David Mangin dans *sa ville franchisée?*

Vers une métropole désirable

Un territoire comme celui de la Communauté urbaine de Bordeaux a deux attitudes possibles face à l'avenir : continuer à lancer projets et programmes sectoriels qui permettent de construire une ville par briques qui s'emboîtent à peu près, ou penser plus global. Donc anticiper et construire la ville en fonction d'un modèle de société précis, structuré et voulu. La Cub a choisi cette seconde approche.

Ne pas se laisser dicter ses transformations par des évolutions naturelles et néanmoins subies mais s'écarter un instant du mouvement perpétuel des projets et réfléchir.

Ne plus se demander combien de logements d'un côté, quel réseau de transports en commun d'un autre, quels espaces publics un peu plus tard. S'interroger plutôt sur la société dans laquelle nous avons envie de vivre. Et au final, parvenir à décrire la ville qu'il faut construire pour qu'elle soit le reflet de ce type de société réfléchi, voulu, désiré.

C'est le pourquoi de la démarche Bordeaux Métropole 3.0 : un pas de côté pour mieux regarder de l'avant. Croiser les regards pour une vision finale convergente vers un destin commun souhaité.

COMMENT ?

A travers Bordeaux Métropole 3.0, La Cub souhaite s'interroger et interroger les acteurs de la métropole, sur la ville et la vie rêvée des habitants. Ainsi, depuis le 15 avril 2010, échanges et débats foisonnent autour des évolutions probables de notre société et des futurs souhaitables pour notre métropole, afin de construire des horizons partagés, de façon concertée et en faisant appel à l'imagination collective.

Pendant ces 15 mois, tambour battant, Bordeaux Métropole 3.0 se traduit par la mise en oeuvre de plusieurs activités qui sont autant d'occasions de favoriser une réflexion participative et de faire s'exprimer ceux qui vivent et animent la métropole. Le point commun de toutes ces initiatives est d'être créatif, en croisant les opinions et les savoirs.

Partage, expertises, expérimentations, contributions sont aujourd'hui les maîtres mots de cette ambitieuse démarche.

► PARTAGE

cycle de conférences/journées thématiques juin 2010 > janvier 2011

Des journées thématiques mensuelles sont organisées autour de sujets de réflexion directement liés aux compétences de La Cub, mais également autour de questions plus sociétales dont l'impact sur le futur de la métropole pourrait être important. Elles sont généralement conçues en partenariat avec des acteurs locaux ou nationaux (Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux, Cap Sciences, Observatoire des Politiques Culturelles...).

Partenaires institutionnels, élus, représentants de la société civile (acteurs socio-économiques, responsables d'associations, créateurs, enseignants et universitaires...) ainsi que le grand public sont invités à participer à ce cycle de conférences, organisé en partenariat avec le journal *Sud Ouest*.

Ces journées thématiques se déroulent généralement en deux temps :

- un temps de réunion de travail (ateliers,

séminaires...) ouvert à des acteurs locaux et des experts intervenant directement sur la thématique,

- un temps d'ouverture à un large public, généralement dans un format conférence, suivi parfois d'un événement plus festif.

Synthèse des conférences
> partie Partage, page 11

Une journée particulière : « Le forum Libération »

A l'instar d'autres agglomérations françaises (Lyon, Rennes, Grenoble...), la métropole bordelaise a accueilli, le 2 décembre 2010, « le forum Libération ». Cet événement, co-organisé par *Libération* et la collectivité, était ouvert à un très large public.

Dans un contexte de crise, il est nécessaire de revenir aux idées comme base d'édification d'un monde. Ce pouvoir des idées doit tenir

compte d'un monde ouvert, un monde où le savoir n'est plus automatiquement la clé pour accéder à l'autorité. Aujourd'hui, le citoyen souhaite reprendre une part de pouvoir sur son destin. C'est tout le sens de ce forum : mettre la philosophie au cœur de la politique, mais une politique comprise comme espace de débat, d'émancipation collective par une mise en oeuvre des idées.

Pendant toute la journée, débats et conférences ont permis d'échanger sur des thèmes comme la justice, les inégalités, ou encore « Quel monde laisserons-nous à nos enfants ? » ou « La cité idéale ».

► EXPERTISES

Conseil Scientifique avril 2010 > mai 2011

Une quinzaine d'experts reconnus dans leur domaine de compétence (démographe, sociologue, géographe, prospectiviste, historien, philosophe mais aussi chimiste ou généticien...) travaille dans le cadre d'un Conseil Scientifique animé par l'A'urba (Agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine).

Ce groupe de travail apporte, par le biais de séminaires de travail et de remises de contributions écrites, un regard extérieur sur le contexte ainsi que des éléments de méthodologie. Il enrichit les réflexions en cours au regard des domaines d'études scientifiques et universitaires de ses membres.

Le travail du Conseil Scientifique accompagne la réflexion menée par La Cub sur toute la durée de la démarche.

Synthèse des contributions
> partie Expertises, page 32

Le Panel INTA

Un panel de membres de l'INTA Association Internationale du Développement Urbain à laquelle La Cub a adhéré, s'est tenu à Bordeaux la semaine du 28 novembre au 4 décembre 2010. Une dizaine d'experts internationaux (urbaniste, universitaire, consultant, architecte, sociologue...) ont,

dans un premier temps, pris connaissance des enjeux locaux par le biais de visites de sites, d'entretiens avec des personnalités et des acteurs locaux.

Sur ces bases, les experts de l'INTA ont élaboré leur propre vision stratégique sur le futur de la métropole bordelaise.

La présentation de la synthèse de ce travail s'est déroulée en public le samedi 4 décembre 2010.

> programme, page 42

► EXPÉRIMENTATIONS

juillet 2010 > juin 2011

La démarche Bordeaux Métropole 3.0 est l'occasion d'identifier et de stimuler des initiatives originales relatives à tous les champs de la vie urbaine (déplacements, urbanisme, nouvelles technologies, logistique...). Ces initiatives innovantes, parfois exemplaires, permettent de donner à voir ce que pourrait être la vie dans la métropole bordelaise demain. Elles sont stimulées notamment par le biais d'appels à projets montés en collaboration avec les services communautaires et les partenaires de La Cub.

A ce jour deux appels à projets, ouverts à tous (professionnels, particuliers, associations) ont été lancés :

- « Nouvelles technologies aux services de la métropole ».
- « Petits fonciers pour grands projets ».

Plusieurs autres appels à projets potentiels vont entrer dans une phase d'études plus poussées afin de vérifier leur faisabilité avant

leur mise en œuvre (les thèmes suivants, entre autres, sont à l'étude : vélo et économie sociale et solidaire, emploi, transports en commun, mobilité et services, urbanisme et vie associative...)

> détail des petits projets innovants, page 44

► CONTRIBUTIONS

juin 2010 > mars 2011

Les contributions sont au cœur de la démarche Bordeaux Métropole 3.0. Elles permettent aux acteurs du territoire de donner leur vision de la métropole bordelaise souhaitable pour 2030 et de la façon dont nous y vivrons, en identifiant les enjeux et les défis que cette vision soulève.

Depuis juin 2010, la Communauté urbaine de Bordeaux a invité un certain nombre de contributeurs, décideurs et acteurs de la vie métropolitaine, à produire et verser une contribution à la démarche, d'ici la fin de l'année 2010 :

- les communes,
- les partenaires institutionnels : Conseil général, Conseil régional, Etat,
- la société civile organisée : organismes publics, universités, organisations professionnelles, syndicats, chambres consulaires, associations couvrant tous les champs de la vie urbaine (social, économique, humanitaire, jeunesse, sport, culture, minorités...),
- le public scolaire, les enfants et les jeunes, qui seront en effet les forces vives de l'agglomération bordelaise en 2030.

• La Communauté urbaine de Bordeaux produit également sa propre contribution.

S'engager dans une réflexion prospective n'est pas un exercice quotidien. Aussi, La Cub a-t-elle mis en place un dispositif d'accompagnement pour les contributeurs.

Début 2011, un travail de croisement, d'analyse et de débats autour de ces contributions pourra alors commencer.

> le point sur les contributions, page 46

► ASSEMBLAGE

A partir de toute la matière recueillie dans le cadre de la démarche, un travail d'assemblage et d'analyse permettra d'approfondir les réflexions, de faire émerger les sujets sur lesquels il y a de véritables enjeux

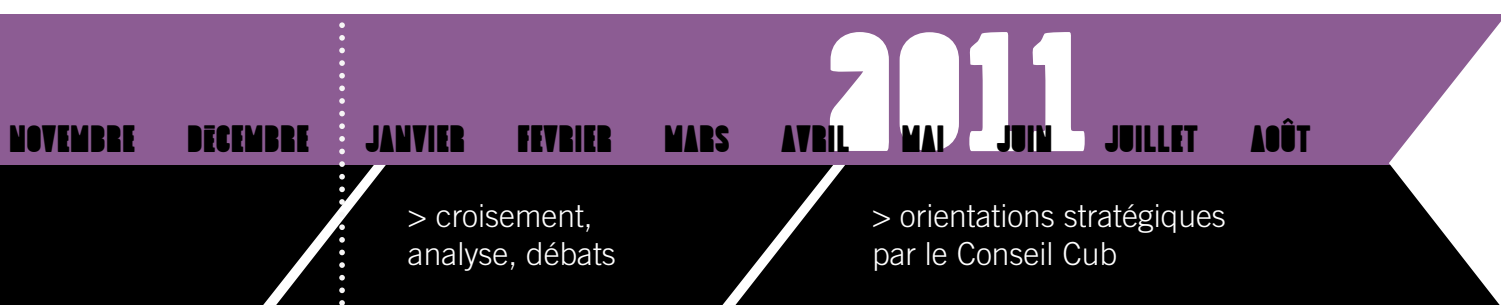
de débat, de rupture et donc in fine de choix à faire pour l'avenir métropolitain. Un document d'orientations stratégiques sera débattu par les élus de La Cub dans le cadre d'un Conseil de Communauté, au mois de juillet 2011.

CALENDRIER DU PROJET

La démarche Bordeaux Métropole s'organise en 4 grandes étapes :

- printemps 2010 : lancement de la démarche, information, mobilisation de l'imagination collective
- 2^e semestre 2010 : appels à projets, élaboration et recueil des contributions des acteurs du territoire : communes, institutions, société civile organisée...
- 1^{er} semestre 2011 : assemblage et analyse des contributions, des données, des expertises, des actes des conférences et mise en débat
- juillet 2011 : l'ensemble des informations assemblé et analysé permettra aux élus de La Cub de décider des choix d'orientations stratégiques pour la Communauté urbaine de Bordeaux.





Comment imaginez-vous la métropole dans 20 ans ? « J'aimerais une métropole à l'écoute des projets associatifs, en concertation, portant les espoirs de sa jeunesse, et forte d'une réelle volonté politique de consensus, via une nouvelle gouvernance. Je pense qu'une formation des élus est nécessaire pour les aider à mieux comprendre les enjeux de ces modes de gouvernance à inventer. »

Une étudiante à Bordeaux III, à la sortie de la conférence au Café Maritime sur les modes de consommation du 8 juillet 2010

« des récits collectifs à développer »
« une ville dense mais écologique »

Entendu lors des conférences et ateliers Bordeaux Métropole 3.0

« J'aimerais que l'on arrive à travailler sur un long terme, à s'intéresser moins aux résultats immédiats qu'aux grandes stratégies, qu'on oublie le décor au profit de la structure. Nous sommes encore trop contraints par des normes et des temps d'action courts, précipités. Attention aussi à ne pas banaliser la question du paysage, qui est un sujet très efficace et payant politiquement, mais pas toujours traité en profondeur. »

Jacques Coulon, paysagiste, conférence Natures de Villes du 23 septembre 2010

PARTAGE

Les journées thématiques

15 avril 2010

Bordeaux Métropole 3.0 > 4 regards extérieurs

En présence de :

- **David Mangin**, architecte urbaniste, grand prix de l'urbanisme 2008, auteur notamment de La ville franchisée (2004 - Ed. La Villette)
- **Arnold Beaudin**, directeur planification et interventions stratégiques, ville de Montréal
- **Philippe Durance**, professeur associé au laboratoire d'innovation, de prospective stratégique et d'organisation (Lipsor) du CNAM Paris
- **Idoia Postigo**, responsable des relations extérieures, Bilbao Metropoli-30

Bordeaux Métropole 3.0 > sens et enjeux

En présence de :

- **Vincent Feltesse**, président de La Cub, maire de Blanquefort
- **Alain Juppé**, maire de Bordeaux, premier vice-président de La Cub
- **David Mangin**, architecte urbaniste, grand prix de l'urbanisme 2008, auteur notamment de La ville franchisée (2004 - Ed. La Villette)
- **Arnold Beaudin**, directeur planification et interventions stratégiques, ville de Montréal
- **Philippe Durance**, professeur associé au laboratoire d'innovation, de prospective stratégique et d'organisation (Lipsor) du CNAM Paris
- **Fabienne Brugère**, professeure de philosophie à l'université Bordeaux III, présidente du C2D
- **Idoia Postigo**, responsable des relations extérieures, Bilbao Metropoli-30

> synthèse, page 13

3 juin 2010

« L'imaginaire de la ville »

à la Rock School Barbey, portée par le Conseil de développement durable de La Cub (C2D).

En présence de :

- **Fabienne Brugère**, professeure de philosophie à l'Université Bordeaux III, présidente du C2D
- **Vincent Feltesse**, maire de Blanquefort, président de La Cub
- **Michel Lussault**, président du PRES de Lyon, géographe
- **Maria Muhle**, philosophe, assistante académique à l'Université Bauhaus de Weimar
- **Denis Muzet**, président de l'Institut Médiascopie

> synthèse, page 16

> conférences en partenariat avec le journal *Sud Ouest*



8 juillet 2010

« **Quels modes de consommation demain ?** » à l'Inseec, Cap Sciences et au café maritime, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux et Cap Sciences.

Une conférence de :

- **Philippe Lemoine**, président-directeur général de LaSer
- Suivie d'un débat avec
- **François Barre**, vice-président trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux
 - **Michel Labardin**, vice-président de La Cub, maire de Gradignan
 - **Anne-Sophie Novel**, docteur en économie, spécialiste de la consommation durable

> synthèse, page 21

23 septembre 2010

Natures de Villes à l'école nationale d'architecture et de paysage de Bordeaux et au Cinéma Le Festival.

animé par

Claude Eveno, Urbaniste, écrivain

« **Pays, paysans, paysages : regards croisés** »

En présence de :

- **Rémi Janin**, exploitant agricole et paysagiste
- **Jean-Christophe Bailly**, philosophe et écrivain
- **Cédric Lavigne**, archéogéographe
- **Pablo Georgieff**, paysagiste
- **Nicole Concordet**, architecte, **Isabelle Maillé**, agricultrice, et **Patrice Notteghem**, ethnologue

« **Être ensemble sur la terre : une question de paysage ?** »

En présence de :

- **Gilles Clément**, paysagiste
- **Henry Ollagnon**, professeur à l'AgroParisTech, unité de recherche Gestion du vivant et Stratégies patrimoniales
- **Pascal Dibie**, ethnologue, professeur à l'université Paris Diderot, unité de recherche Migrations et Sociétés
- **Vincent Feltesse**, maire de Blanquefort, président de La Cub

ciné-débat « **Le Temps des Grâces** »

En présence du réalisateur

- **Dominique Marchais**, réalisateur
- **Bernard Artigue**, président de la Chambre d'agriculture de la Gironde
- **Xavier de Saint Léger**, membre du Bureau de la Chambre d'agriculture de la Gironde

> synthèse, page 25

7 octobre 2010

Ville de demain : la ville créative entre le local et le global,

au Rocher de Palmer, en partenariat notamment avec l'Observatoire des Politiques Culturelles.

Intervention liminaire

- **Frédéric Martel**, écrivain et journaliste

Conversations et échanges

- **Vincent Feltesse**, maire de Blanquefort, président de La Cub
- **Didier Fusillier**, directeur de Lille 2004-Capitale européenne de la culture et de Lille 3000
- **Olivier Poivre d'Arvor**, écrivain, directeur de France Culture, ancien directeur de Culturesfrance
- **Nicolas de Tavernost**, président du directoire du groupe M6

Témoignage

- **Alain Juppé**, maire de Bordeaux, ancien Premier Ministre

> synthèse, page 29

Les prochaines journées thématiques auront lieu les 9 et 10 décembre 2010 autour du thème « Métropole et mobilités. »

« **La mobilité dans la ville post-carbone pour construire une ville désirable et solidaire** »

Avec la participation de :

- **Mary Crass**, International Transport Forum/OCDE
- **Michel Cantal-Dupart**, titulaire de la chaire d'urbanisme au CNAM
- **Senerik Ringqvist**, Swedish Public Transport Association, Stockholm
- **Vincent Kaufmann**, professeur de sociologie urbaine et d'analyse de la mobilité à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, directeur du Laboratoire de sociologie urbaine
- **Vincent Feltesse**, maire de Blanquefort, président de La Cub

« **Partage de l'espace public et nouveaux usages de la voiture en ville** »

Avec la participation de :

- **Gilbert Lieutier**, président de « Rue de l'Avenir »
- **Tony Lesaffre**, PDG d'Europcar Atlantique
- **Marc Letourneux**, Conseil général de Loire-Atlantique, sur l'expérience du covoiturage
- **Hubert Peigné**, Conseil Général de l'Environnement et du Développement durable, sur les questions liées au stationnement

Le cycle de conférences s'achèvera en janvier 2011 avec une rencontre sur le thème des nouveaux indicateurs de développement.

« La question métropolitaine est apparue dans presque chaque ville approchant le million d'habitants. La question à se poser est quelle métropole veut devenir Bordeaux ? Quels seront ses centres et quelles relations entretiendront-ils les uns avec les autres ? Il faut faire attention à transformer l'ordinaire. Qu'est ce que cela signifie ? Dans la vie quotidienne, qu'est ce qui va changer, qu'est ce qui va améliorer la qualité de vie ? C'est cela qui fera aussi la différence et pas seulement les grands projets. »

David Mangin, architecte urbaniste, grand prix de l'urbanisme 2008, auteur notamment de *La ville franchisée*, éditions de la Villette, 2004

« Ce désir de ville renvoie à la nécessité de penser l'humain dans la ville, concept de ville douce voire de ville lente contre les injonctions de ville compétitive. »

Fabienne Brugère, professeure de philosophie à l'Université de Bordeaux III, présidente du Conseil de développement durable de la Communauté urbaine de Bordeaux.

« Nous avons les projets, mais nous avons besoin de temps longs et de temps communs. »

Vincent Feltesse, président de la Communauté urbaine de Bordeaux et maire de Blanquefort

► 15 AVRIL 2010 LANCEMENT DE LA DÉMARCHE

> 4 regards extérieurs

ateliers animés par :

- **David Mangin**, architecte urbaniste, grand prix de l'urbanisme 2008, auteur notamment de *La ville franchisée* (2004 - Éd. La Villette)
- **Arnold Beaudin**, directeur planification et interventions stratégiques, ville de Montréal
- **Philippe Durance**, professeur associé au laboratoire d'innovation, de prospective stratégique et d'organisation (Lipsor) du CNAM Paris
- **Idoia Postigo**, responsable des relations extérieures, Bilbao Metropoli-30 (sous réserve)

> sens et enjeux

conversation animée par Sud Ouest avec :

- **Vincent Feltesse**, président de La Cub, maire de Blanquefort
- **Alain Juppé**, maire de Bordeaux, premier vice-président de La Cub
- **David Mangin**, architecte urbaniste, grand prix de l'urbanisme 2008, auteur notamment de *La ville franchisée* (2004 - Éd. La Villette)
- **Philippe Durance**, professeur associé au laboratoire d'innovation, de prospective stratégique et d'organisation (Lipsor) du CNAM Paris

• **Fabienne Brugère**, professeure de philosophie à l'université Bordeaux III, présidente du C2D

• **Idoia Postigo**, responsable des relations extérieures, Bilbao Metropoli-30 (sous réserve)

• **Arnold Beaudin**, directeur planification et interventions stratégiques, ville de Montréal

Aller simple vers le futur

Ce n'est pas une fusée, mais quand même un moyen de transport vers l'avenir. Officiellement lancée le 15 avril 2010, Bordeaux Métropole 3.0 tient son cap vers une métropole au fort pouvoir d'attraction.

Bouleverser nos façons de penser et de réfléchir, remettre en cause les manières de faire, multiplier les passerelles, constituer, en réponse à la mondialisation financière, une mondialisation citoyenne, élargir les visions, repenser les modèles... C'est au lancement d'un très ambitieux projet métropolitain que Vincent Feltesse

conviait spécialistes et citoyens, le 15 avril dernier. Baptisé « Bordeaux Métropole 3.0 », le processus s'ouvrait officiellement ce jour-là. Au programme : un an et demi environ de conférences, d'ateliers, d'élaborations de visions, de développement de petits projets innovants, bref, de démarche prospective et participative. Pourquoi maintenant ? Non seulement, répondait le Président de la Communauté urbaine de Bordeaux, parce que l'agglomération bordelaise est « dans une phase de bouillonnement, voire d'ébullition », mais aussi « parce que Bordeaux

ne se trouvera plus qu'à deux heures de Paris dans six ans ou à une heure de Toulouse dans dix ans. Si l'on peut se satisfaire de cela, la crise économique, sociale, environnementale reste malgré tout profonde et doit, d'une manière ou d'une autre, remettre en cause nos manières de faire. Le besoin existe de se projeter sur les 10, 15, 20 ans qui viennent, pour vérifier que tous les projets que nous avons en commun constituent bien une stratégie et qu'il n'y a pas d'oublis. »

Réduire l'angoisse face à l'avenir, légitimer les décisions

Certains se réfèrent au déterminisme, d'autres à la philosophie, d'autres encore à la divination... Les décideurs recourent à des méthodes diverses, plus ou moins rigoureuses. Pour tenter de penser son avenir différemment, La Cub a, quant à elle, préféré faire appel à la prospective. Qu'est-ce que la prospective ?

La prospective, explique Philippe Durance, professeur au Laboratoire d'innovation, de prospective stratégique et d'organisation (CNAM), est née en France dans les années 1950. Prenant conscience de la globalisation, elle considère les nouvelles technologies (nucléaire, cybernétique, aéronautique, astronautique...) comme fondamentales et prône l'utilisation de modes de décision différents s'appuyant sur le passé comme référent.

Il faut formaliser l'avenir ; « anticiper pour éclairer les décisions à la lumière des possibles, des probables et souhaitables ». Aussi fort et confortable que soit le conformisme, il faut réinventer et donc changer de mode de représentation. La prospective impose de sortir des idées reçues. Elle revêt deux grandes fonctions : celle de réduire l'angoisse face à l'avenir et celle de légitimer les décisions.

Si elle tend si volontairement à s'affranchir des cadres, la prospective est loin d'être déconnectée du réel. Elle se nourrit de ses données. Cela pose d'une part la question de la nécessité d'un diagnostic territorial, et souligne, d'autre part, l'importance des leçons de l'Histoire pour éclairer le présent. La démarche de réflexion-décision demande que soient compris les mécanismes

du capitalisme et de la politique. Elle réclame, à ce titre, du temps. Considérant l'avenir sous l'angle positif du développement de la recherche (scientifique, technique...), elle doit enfin composer avec le complexe équilibre de la participation citoyenne. Si la prospective, en effet, aspire à l'appropriation générale du débat et de ses enjeux, elle peut se heurter à des difficultés. Nécessitant une forte concertation en amont, la prospective territoriale peut rendre difficile la participation de la société à la démarche. Il convient de s'assurer de la bonne représentation de l'ensemble des acteurs de la société. Ces précautions prises, les regards peuvent s'ouvrir ou changer d'angle, se dégager, par exemple d'un tout technologique et interroger même la vision artistique.

Les perspectives réussies de Montréal et Bilbao

Une voisine d'un côté, une cousine de l'autre... Chaque rive de l'Atlantique porte son exemple de prospective réussie. Invités à participer aux ateliers du 15 avril, Arnold Beaudin, directeur de la planification et du développement économique et urbain de la Ville de Montréal et Idoia Postigo, responsable des relations extérieures de Bilbao Metropoli-30 ont présenté les démarches de leurs métropoles respectives.

Lancée lors du sommet de Montréal en 2002, l'opération « Imaginer, Réaliser Montréal 2025 » a pour objectif de hisser la métropole au rang des villes nord-américaines les plus dynamiques et stimulantes, de la voir relever le défi de l'économie du savoir, et de la faire reconnaître pour sa créativité. Elle met notamment en place une administration municipale plus performante et responsable, et accueille des projets immobiliers d'envergure, suite à l'instauration d'un groupe d'intervention stratégique et tactique (GIST) 2025. Le « plan de match » Montréal 2025 structure cette action autour de cinq axes stratégiques : le savoir, la création et l'innovation, la culture, le milieu de vie, les infrastructures, et l'ouverture sur le monde. Il aspire à l'édification d'une « société prospère, inclusive et ouverte sur le monde en accordant la priorité au développement durable ». Le tout, sans oublier de prendre soin de la ville et en réalisant son plein potentiel. Vaste programme, pourrait-on dire...

Pour étayer cette ambition, la métropole québécoise s'est dotée d'un certain nombre d'éléments dont le fonds de financement de 150 M€ n'est bien sûr pas le moindre. Mais le succès de la démarche ne tient pas qu'à la finance. Facilité par le consensus des élus, la bonne priorisation des projets est tenue par les spécialistes comme l'une des clés de la réussite. Les quelque 130 projets d'origines diverses (publics, privés,

institutionnels, municipaux) et de natures multiples (résidentiels, commerciaux, multifonctionnels) intégrés à l'opération ont, en effet, fait l'objet d'un regroupement dans quatre grands chantiers (culturel, récréatif, technopole/universitaire, muséal). Certains projets majeurs portés par le secteur privé ont été priorités car ils permettent de maintenir une dynamique économique. Sur les projets importants (transports, aménagement urbain) nécessitant de gros budgets, la réalisation s'est effectuée par phases. L'appropriation des projets par les citoyens s'est renforcée via les nouvelles technologies : un site Internet dédié et une maquette virtuelle ont permis au public de s'imprégner du projet. Montréal est enfin particulièrement attentive à prendre soin de sa ville. Cette dernière priorité, traduite au niveau opérationnel, renvoie à l'idée que la qualité de la ville et son aménagement permettent de répondre aux fragilités économiques des citoyens. Penser à mettre les services à proximité de la population passe aussi par le design urbain ou la culture. Pour se rendre plus attractive, la métropole s'attache enfin à créer une symbiose entre les impératifs économiques et l'aménagement de la ville.

Plus près de nous, Bilbao demeure le modèle constamment pris en référence. Dans les années 1960-70, la capitale de la Biscaye était une ville industrielle portuaire. Touchée par la grave crise industrielle de ces dernières années, la ville a vu son taux de chômage atteindre des records de 25 à 30 % de la population. Pas moins de huit sujets critiques étaient alors au centre des préoccupations, dont le transport, la culture, l'emploi...

Le besoin d'intervention devenait urgent. Alors qu'en 1991, l'effort se concentrait essentiellement sur le secteur public, le privé s'est trouvé concerné par cette remise en cause.

On a commencé à penser à toutes formes d'initiatives à long terme, et à la mise en place d'une procédure dite de « revitalisation ». « Bilbao Metropoli30 », une association apolitique et à but non-lucratif de neuf personnes a été créée. Dans le cadre de son action, les institutions publiques compétentes ont lancé en 1997 la construction du Musée Guggenheim.

Aujourd'hui transformée, la métropole bénéficie, comme on le sait, d'une nouvelle image liée à la modernité, au service et à l'international. La régénérescence de Bilbao a été très rapide : en dix ans, la métropole a connu une transformation physique impressionnante, ainsi qu'un changement des mentalités, jusque-là industrielles. La réflexion, pour autant, ne s'est pas arrêtée. La réussite de la revitalisation a tenu, pour partie à l'implication de la société civile, d'une part, via la collaboration de 140 experts dans la réflexion stratégique pour la vision du futur, et d'autre part à la confiance générée par le musée Guggenheim. Dans un contexte de crise économique. La question qui se pose est celle de savoir si le musée sera toujours attirant dans 20 ans. L'effort doit être maintenu dans les 20 prochaines années, la prospective poursuivie, en prenant soin de toujours dissocier la réflexion sur le long terme – et la naissance des idées – et la planification pour l'exécution des projets.

Quant à transposer la méthode, il faut savoir rester prudent rappelle Idoia Postigo : « Il n'existe pas de recette miracle. La méthodologie ne garantit pas le résultat final. Le musée Guggenheim a été une vraie surprise... Bordeaux doit chercher des niches stratégiques, car Bordeaux a son caractère, sa personnalité, sa population. Qu'y a-t-il d'intéressant à Bordeaux? Voilà la question à se poser. »

Construire une ville moins standardisée

Si réfléchir hors des cadres est l'un des axes de la démarche prospective, c'est aussi une spécialité de David Mangin. Connu à Bordeaux pour avoir conçu les espaces publics du Cours du Chapeau Rouge, l'architecte urbaniste est l'auteur d'un ouvrage riche d'enseignements intitulé *Ville franchisée*. Il y explique comment un modèle de ville basé sur le lotissement, les réseaux de voirie et l'urbanisme commercial fut hyper dominant en Europe et en France, au point de se propager dans tous les pays pour aboutir à des réalisations

qui sont loin, aujourd'hui, de convaincre totalement. Invité à participer au lancement de la démarche « Bordeaux Métropole 3.0 », il souligne la nécessité de se poser les justes questions. Identifier, pour commencer, les motifs de la volonté apparemment impérative d'atteindre le million d'habitants ; définir l'identité de la métropole bordelaise : grande ville à fort rayonnement ou véritable métropole? Quelle que soit la réponse à cette question-ci, on peut se poser celle de la dépendance à la voiture. Comment échapper à la loi d'airain qui implique

que l'on habite forcément à une distance de 20 à 45 minutes du lieu où l'on travaille? Ne peut-on inventer d'autres configurations pour les villes? L'architecte urbaniste insiste enfin sur la valeur de l'hétérogénéité ; hétérogénéité d'acteurs qui construisent ensemble une ville moins standardisée, plus « marrante ». Il affirme qu'au-delà des grands projets qu'emporte forcément un projet métropolitain « ce qu'il y a d'extraordinaire aujourd'hui, c'est de réussir à changer l'ordinaire. »

Vers une métropole doucement dissidente

L'ambition de faire passer Bordeaux de son statut actuel de capitale régionale à celui de vraie métropole européenne à l'horizon 2025-2030 est donc désormais en marche. Pourquoi?, demandait Alain Juppé en écho à une question que lui posaient fréquemment des habitants la ville. Parce que « c'est à la fois nécessaire, que c'est possible et faisable, et que c'est souhaitable. C'est nécessaire parce que nous vivons dans un monde, on peut le regretter ou s'en réjouir, qui est un monde de compétition et il y a de la compétition entre les villes, entre les villes françaises et entre les villes européennes et au-delà même des villes européennes. C'est pour cela que le mot de performance ne me fait pas peur. Il faut qu'une ville soit performante parce que si elle n'est pas performante, elle n'est pas dans la course, elle n'attire pas des entreprises, des activités économiques, de la population, et il est nécessaire que nous nous mettions au niveau de ces villes millionnaires qui sont parmi les plus dynamiques du tissu européen. C'est possible et faisable. Il se trouve que nous avons la chance, je parle de la commune de Bordeaux, mais j'élargirai mon propos à la Communauté urbaine, d'avoir les territoires pour faire cela. Il y a des villes finies. Bordeaux n'est pas tout à fait finie. Et nous avons sur le territoire communal des centaines d'hectares aménageables. C'est ce que j'ai appelé « l'arc de développement durable de Bordeaux » qui va du lac jusqu'au quartier Belcier autour de la gare et à l'opération d'intérêt national Bordeaux Euratlantique, en franchissant à deux reprises la Garonne par le pont Bacalan-Bastide et par le franchissement Jean-Jacques Bosc. Enfin, c'est souhaitable. C'est souhaitable parce

que je suis convaincu que la ville millionnaire est le bon point d'équilibre entre le dynamisme et la performance d'une part, et la qualité de vie d'autre part. »

Oui donc à Bordeaux Métropole, mais quelle métropole? « Nous évoluons dans un monde, analysait Vincent Feltesse, dans lequel l'uniformisation est insupportable. De plus, nous avons un tempérament girondin, des identités communales qui sont assez fortes. Chacun est attaché à son identité dans l'agglomération bordelaise. La métropole dissidente pose la question de l'invention d'un modèle de développement, car je rejoins Alain Juppé, il faut se développer, il faut être attractif, mais le faire à la mode bordelaise. Je cite souvent des conversations que j'ai eues avec le grand architecte Rem Koolhaas. Il affirmait que ce qui est fascinant à Bordeaux, c'est que l'on pourrait dire que nous avons tout faux. Quand on prend les indicateurs de développement durable, du type de ceux des pays du nord, nous ne répondons pas vraiment à ce qui est attendu. Et pourtant, notre modèle de ville est extrêmement agréable, extrêmement doux. Nous n'avons pas connu les émeutes de banlieues. Comment entrer, à un moment donné, dans la compétition européenne, en apportant une touche bordelaise qui a toujours été un peu décalée par rapport à la touche parisienne ou même par rapport au reste? C'est pour cette raison que j'utilise parfois le terme de métropole, qui est un peu pollué par rapport au débat institutionnel. Mais à la base, c'est quelque chose de plutôt agréable. Quant au terme de métropole dissidente, que j'utilise parfois

pour faire réagir les gens, il évoque le fait que par rapport au modèle, il y a une touche bordelaise permettant d'inventer l'urbanité de demain ».

Une exception bordelaise serait, dès lors, à inventer? « Il faut toujours faire attention, soulignait la philosophe Fabienne Brugère, à ce que l'attractivité ne devienne pas un phénomène de standardisation qui ferait que pour être attractif, il faille ressembler à toutes les villes qui le sont déjà. L'attractivité doit être beaucoup plus large, elle ne se réduit pas aux indicateurs de qualité de vie, mais elle est aussi en phase avec la question du lien social, d'un certain art de vivre, d'une certaine qualité de vie, avec des préoccupations sociales comme des formes d'égalité entre les habitants. Ce qui fait l'attractivité, ce n'est pas seulement ce qui relève de l'économique, même si c'est essentiel, mais tout ce qui fait la qualité des modes de vie et la manière qu'a une ville de tisser un certain nombre de liens sociaux. Et sa capacité à se singulariser des autres parce que, finalement, toutes les métropoles recherchent un peu les mêmes choses : la culture, des technopoles, des campus universitaires performants, et en même temps, ce qui fait qu'une métropole est attractive, c'est le fait qu'elle parvienne à se singulariser, en plus de ce qu'elle cherche à atteindre. Faisons donc attention à soigner notre singularité... »



► 03 JUIN 2010 ATELIERS ET CONFÉRENCE SUR L'IDENTITÉ DE L'AGGLOMÉRATION

Ateliers en présence de :

• **Michel Lussault, Laurent Vidal, Jean-Baptiste Rigaudy, Denis Muzet, Thierry Oblet, Marie-Laure Dufau, Simon de Dreuille, ...**

Comment se construisent les villes ? Quels mécanismes sont au cœur du sentiment d'appartenance à une communauté ? Comment créer une image de Bordeaux que l'on puisse transmettre à l'extérieur ? A quoi se réduisent les villes lorsqu'on les délie de leur territoire ? Qu'est-ce qu'un espace public ? Les espaces publics bordelais véhiculent-ils une identité métropolitaine ? Existe-t-il une identité de l'agglomération bordelaise ? Sur quoi repose l'imaginaire urbain ? Quelle est la part des images et du récit narratif ? Comment

Conférence en présence de :

• **Fabienne Brugère**, professeure de philosophie à l'Université Bordeaux III, présidente du C2D
• **Vincent Feltesse**, maire de Blanquefort, président de La Cub

les rythmes urbains peuvent-ils modifier l'imaginaire d'une agglomération ? Comment rendre plus attractive l'offre territoriale aux yeux des investisseurs ? Quel est l'enjeu politique d'une métropole millionnaire ? Comment faire de Bordeaux un modèle de développement ? Comment construire un imaginaire que puisse s'approprier l'ensemble des habitants de la métropole ? L'ouverture des champs politiques peut-elle produire du « vivre ensemble » plutôt que des fractures... ? Telles sont quelques-

• **Michel Lussault**, président du PRES de Lyon, géographe
• **Maria Muhle**, philosophe, assistante académique à l'Université Bauhaus de Weimar
• **Denis Muzet**, président de l'Institut Médiascopie

unes des très nombreuses questions abordées le 3 juin dernier au cours de l'intense journée consacrée à « L'imaginaire de la ville ». Historiens, sociologues, urbanistes, philosophes, architectes, géographes, professionnels du monde littéraire ou artistique, mais aussi simples citoyens étaient venus à la Rock School Barbey pour creuser le premier des thèmes mis au programme de réflexion par La Cub dans le cadre de Bordeaux Métropole 3.0.

► ATELIERS

« Les villes se produisent matériellement, mais s'inventent narrativement. »

Une boulangerie, une école, une mairie (avec un drapeau bleu-blanc-rouge), éventuellement un clocher... Elle est bien simple, au niveau de l'enfance, la représentation d'une ville. Mais se pencher sur la question avec un géographe, un urbaniste ou un sociologue donne une autre mesure des choses. Il ne suffit pas d'agréger en un point constructions, hommes et même fonctions. Qu'est-ce qu'une ville, en somme ? En préalable aux réflexions, le géographe Michel Lussault rappelait, le 3 juin, toute l'importance de l'imaginaire collectif dans l'édification des villes. « Les villes, expliquait-il, se produisent matériellement, mais s'inventent narrativement. L'organisation matérielle (logement, infrastructures...) est insuffisante pour faire exister une réalité sociale. C'est un travail, une activité collective et sociale d'invention narrative et iconographique d'un système d'idées et de valeurs, qui va la faire naître. » Partant de l'idée que la puissance des imaginaires fait aujourd'hui la force des villes plus que leur puissance fonctionnelle, comment appréhender, alors, et valoriser l'imaginaire collectif d'une agglomération ? Puisque entre ville et agglomération, la différence n'est pas seulement une question d'échelle... Tandis que les grandes métropoles semblent être toutes en quête de leur Guggenheim en signature identifiante d'une évidente modernité, on peut s'interroger sur la manière d'inventer les nouveaux imaginaires qui rendront compte à l'avenir du caractère cosmopolitain de l'organisation

urbaine contemporaine. Là sera l'une des clés des politiques publiques actuelles et futures. Mais comment appréhender les mécanismes qui fondent le sentiment d'appartenance à une communauté ? Après avoir écarté les cristalliseurs d'identification (« Bordeaux, ville du vin » ou la « façade des quais ») qui touchent à une image extérieure de la ville, il a été décidé de se pencher sur une dimension plus intérieure du lien. Observer la construction d'une nouvelle identité par la participation à des associations, l'activité professionnelle ou l'implication dans le champ social permet d'approcher un imaginaire collectif plus ouvert à la fois sur l'extérieur et l'avenir. Le rapport entre espace public, identité métropolitaine et représentation se révèle, sur ce registre, un point essentiel. Sollicité sur la question de la construction d'un imaginaire collectif, Jean-Baptiste Rigaudy, de l'A'Urba, insiste sur l'importance de la notion d'espace public. Essayant de voir comment les espaces publics bordelais véhiculent – ou non – une certaine identité métropolitaine, le directeur adjoint de l'Agence d'urbanisme de Bordeaux Métropole a réfléchi à la manière de faire évoluer la conception des espaces publics à venir dans l'objectif de les intégrer à une image métropolitaine. La nature, sans surprise, est apparue au premier rang des espaces signant l'identité bordelaise. Préexistante, la géographie naturelle domine l'agglomération, du fleuve à la forêt et des vignes à l'estuaire. « En poussant le trait, ajoute-t-il, on pourrait même dire que le littoral fait

partie d'un espace collectif qui est un référent de l'identité métropolitaine bordelaise. » Et si certains de ces espaces pâtissent aujourd'hui d'un défaut d'usage (on pense au vide du fleuve, au potentiel de la forêt...), l'un des enjeux de la métropole à venir est de les rendre au collectif. La problématique n'est pas si lointaine, s'agissant des espaces publics historiques. Mais si l'on entend certains faire de la place de la Bourse le Guggenheim de Bordeaux, on peut objecter que ladite place est plus une vitrine qu'un espace public métropolitain. La question qui émerge est celle de savoir comment choisir les lieux des nouveaux espaces publics et faire en sorte qu'ils s'intègrent comme les éléments de l'identité métropolitaine. A côté des pôles forts que sont la nature et l'histoire, l'image de Bordeaux, est aussi constituée d'un espace public du déplacement. Le tramway (on ne peut plus « métropolitain »...), ou le projet Euratlantique sont partie intégrante d'une identité bordelaise dont il ne faut pas oublier l'aspect douceur de vivre. Rappelant que Bordeaux s'était construite autour de ses 27 communes, Jean-Baptiste Rigaudy a enfin souligné l'importance des « petits lieux ». « Il existe une vraie singularité dans la métropole bordelaise avec cette constitution en noyaux de villages. On doit révéler Bordeaux comme une métropole organisée en quartiers, en villages, en noyaux de vie dont on peut percevoir la qualité de vie en parcourant les espaces. Cette révélation est aussi un vecteur de l'identité métropolitaine. »

Un territoire des nouveaux mondes?

L'identité, même lorsqu'on la traque auprès des signaux faibles plus que du côté d'évidents cristallisateurs, peut-elle faire l'économie de l'apparence? Non, sans doute. L'image extérieure d'une ville comme d'une agglomération se révèle déterminante dans la recherche, notamment d'investissements étrangers. Les réflexions menées sur l'identité - l'imaginaire en faisant partie - sont prépondérantes dans la création de la marque et de l'image que l'on veut porter à l'extérieur. Comment faire en sorte, dès lors, que les investisseurs étrangers préfèrent Bordeaux non seulement à Toulouse, Nantes ou Lyon, mais aux territoires d'Europe

de l'Ouest, aux pays d'Afrique et d'Asie ou de l'ex-Union soviétique? Pour éclairer cette question, Marie-Laure Dufau, directrice de la communication, est venue présenter la stratégie commune mise en place par Bordeaux Gironde Investissement (BGI) avec les collectivités; une stratégie à la fois d'offre territoriale, et de présentation de celle-ci. Le diagnostic réalisé en préalable a montré que l'image de Bordeaux n'était pas toujours très positive vue de l'extérieur. La qualité de vie était mise en avant, l'océan, les pins, mais pas le leadership économique, ni le dynamisme, et pas plus la modernité.

Les personnes interrogées reconnaissent, cependant, qu'elles n'avaient pas de connaissance économique du territoire... En cherchant les atouts qui pouvaient faire la différence, le BGI s'est souvenu qu'en des temps pas si lointains, Bordeaux était comparée à la Californie. Pourquoi Bordeaux, à son échelle, ne pourrait-elle se présenter comme modèle d'un nouveau monde? « Nous sommes modernes sans être surdoués, dirait-elle. Nous sommes en train de construire ce nouveau monde. Venez le construire avec nous... »

► CONFÉRENCE

Pour une ville désirable, les mots dits de La Cub

Le plus court est « PME », le plus long « couverture du territoire par le réseau de transports en commun ». Entre les deux, il y a « climat », « tramway », « bassins à flot », « Ford », « cannelés », « rocade », « Mollat », « Vcub », ou « biodiversité »... Ressemblant, pour un néophyte, à une carte du ciel peuplée de nuages et/ou d'anti-cyclones, la cartographie mentale de La Cub met en lumière les émergences ou signaux faibles qui participent à la construction d'une identité de l'agglomération. Commandé à Médiascopie, ce « mapping », comme il convient de l'appeler dans la langue des spécialistes, aspire à définir, à travers des mots, un certain nombre de sujets considérés comme importants dans la définition d'une ville désirable à l'horizon 2025/2030. Mais qu'est-ce qu'un « mapping » au juste?

Invité, le 3 juin, à présenter son enquête, Denis Muzet, le directeur de l'Institut Médiascopie, a expliqué qu'il s'agissait de tenter de mesurer quantitativement les perceptions de La Cub par ses habitants, à travers les mots qui la constituent. Les mots dits « de La Cub » ont été, dans un premier temps, extraits d'écrits (littérature, publications, documents, production du C2D, ouvrages, revues, bulletins municipaux, et autres publications de l'agglomération) ainsi que de documents audiovisuels. Ils ont été croisés avec les termes spontanément utilisés à l'occasion d'interviews par les habitants de La Cub. Une liste de 174 « mots » (simples mots ou groupes nominaux) a été retenue. Chacun des mots a ensuite été soumis à un échantillon sociodémographiquement représentatif de 300 habitants de La Cub;

les deux mêmes questions étant à chaque fois posées :

- ce mot évoque-t-il quelque chose de positif pour vous?
 - ce mot est-il important pour l'avenir de l'agglomération bordelaise?
- Les personnes interrogées étaient à chaque fois invitées à noter leur impression sur une échelle de 0 à 10, du moins positif au plus positif et du moins au plus important pour l'avenir... En replaçant les mots sur un plan dont l'axe vertical représentait la connotation positive et l'axe horizontal l'importance pour l'avenir, Médiascopie a permis à la fois d'évaluer le ressenti et de hiérarchiser les priorités de la population.

Et puis oser l'utopie...

Comme le rappelait Fabienne Brugère, philosophe et présidente du C2D, en lançant la conférence finale de cette journée du 3 juin, « la question de l'identité est difficile à poser pour une agglomération qui est un assemblage de communes d'une grande diversité. Comment penser l'unité? Et comment sortir ce grand territoire structuré de son statut fonctionnel? Par-delà la fonctionnalité, comment aller vers les récits des habitants et leur appropriation du territoire? La perspective est de mettre l'individu au centre de la réflexion. »

Professeure assistante en sciences des médias et membre du conseil scientifique de Bordeaux Métropole 3.0, Maria Mühle lui répondait en soulignant la nécessité d'interroger la relation entre la ville et l'utopie. « Il ne s'agit pas de penser une ville idéale dans un futur irréel mais de penser les possibilités de changement dans l'espace de la ville, de penser l'espace vide. » S'ouvre alors, dans la subtile complexité qui lie les marais d'Ambès et la place de la Bourse, les forêts de Saint-Aubin du Médoc et Génicart, dans une métropole malgré tout qualifiée par Vincent Feltesse d'assez linéaire et douce, le champs de tous les possibles qui sont le propre de l'imaginaire...



les mots de la cub

Mapping général

La méthode, mode d'emploi

• Comment les habitants de l'agglomération perçoivent-ils la Cub à travers les mots qui la constituent ?

• Quelles sont leurs attentes pour l'avenir et comment se hiérarchisent-elles ?

• Qu'est-ce qui forme l'identité métropolitaine ?

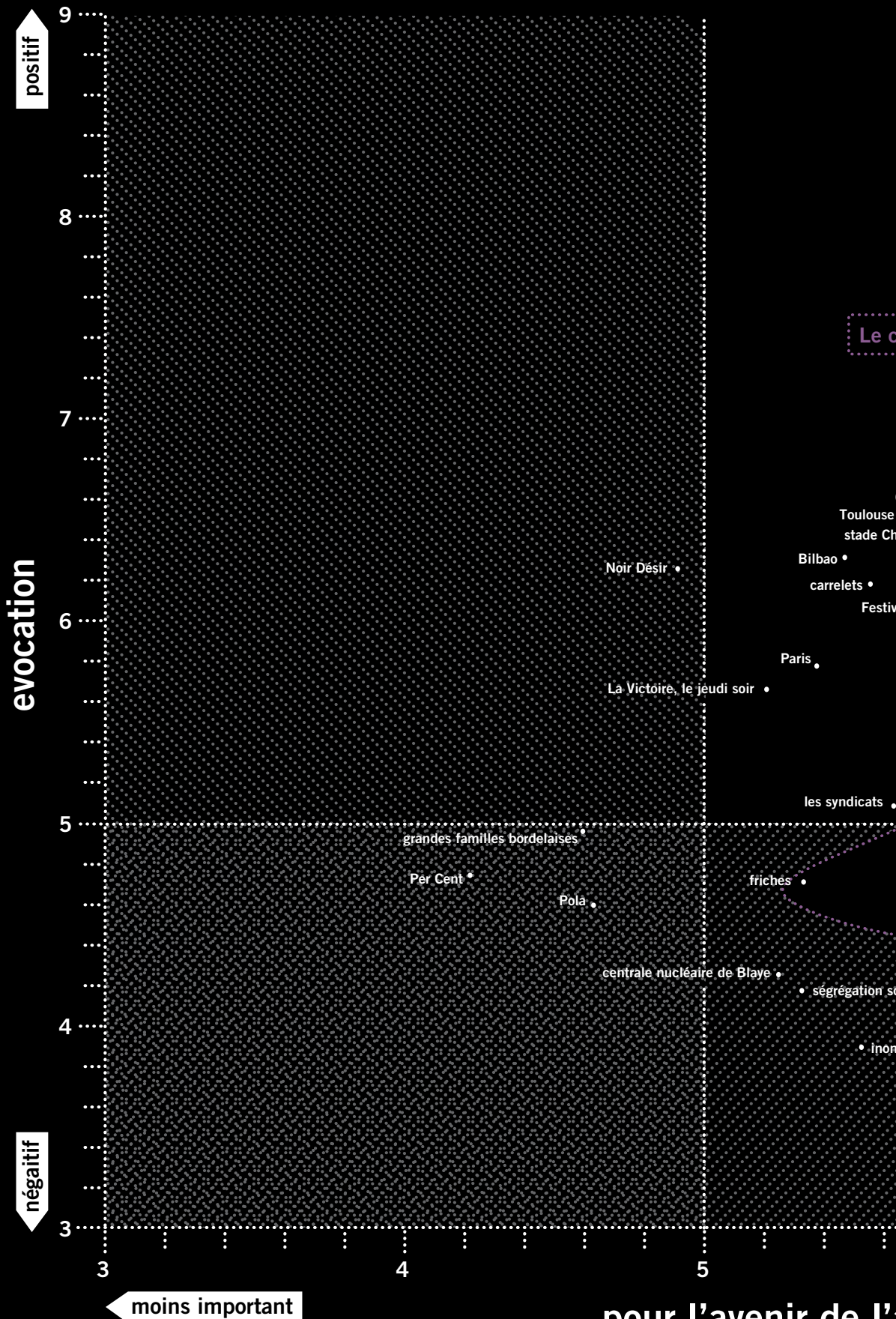
Pour répondre à ces questions, 150 « mots de la Cub » ont été sélectionnés par l'Institut Médiascopie. Collectés à différentes sources (corpus de textes sur la ville, presse locale, magazines de La Cub et des communes, interviews des habitants), ils ont été ensuite soumis au jugement d'un échantillon représentatif de 300 habitants de l'agglomération sur deux échelles différentes :

- une échelle d'appréciation : « **Plus ce mot évoque quelque chose de positif / Moins ce mot évoque quelque chose de positif** » ;

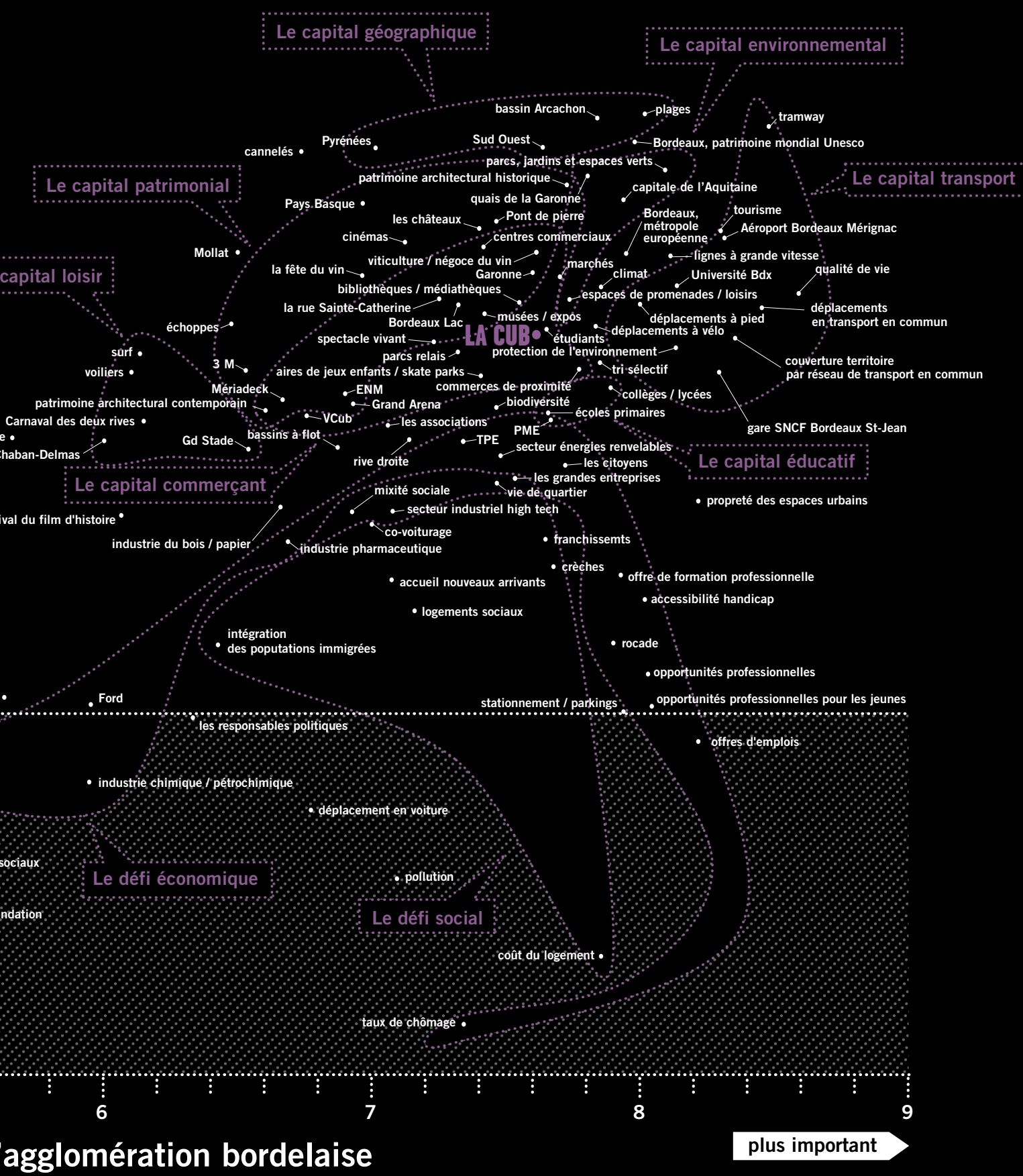
- une échelle prospective « **Plus ce mot est important pour l'avenir de l'agglomération bordelaise / Moins ce mot est important pour l'avenir de l'agglomération bordelaise.** »

Munis de leurs deux notes, les mots ont été projetés dans le graphique et interprétés selon leur position.

L'enquête a eu lieu entre le 11 et le 22 mai 2010.



pour l'avenir de l'agglomération



« La société
de consommation
a privilégié l'avoir
au détriment
de l'être. Et, le jour
où l'avoir
ne progresse plus,
le roi se sent tout
nu. »

► 08 JUILLET 2010

TABLE RONDE ET CONFÉRENCE

SUR LA CONSOMMATION DEMAIN

Table ronde en présence de :

- **Jérôme Massa**, Directeur Général Adjoint du Cabinet BERENICE
- **Laurent Putz**, Chargé d'études commerce à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux
- **Aurélie Guénant**, Directrice de 100% Quali
- **André Delpont**, Directeur Général du Pôle Développement Economique de la Communauté urbaine de Bordeaux

Conférence en présence de :

- **Philippe Lemoine**, président-directeur général de LaSer
- **François Barre**, vice-président trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux
- **Michel Labardin**, vice-président de La Cub, maire de Gradignan
- **Anne-Sophie Novel**, docteur en économie, spécialiste de la consommation durable

Où en est-on du cycle de développement du grand commerce? Est-on sur le point d'assister à la fin d'un modèle? Quelle incidence peut-on attendre sur les modes de consommation du vieillissement de la population? Comment sortir du schéma du tout-automobile? Quid de la mort annoncée des hypermarchés? Quel avenir pour l'hypercentre? Où le commerce doit-il se développer pour satisfaire les besoins

des consommateurs, la qualité urbaine et architecturale, etc.? Qu'est-ce que la société de consommation? Qui sont les consommateurs? Que consommeront-ils? Où consommeront-ils? Quels commerces prévoir pour quels consommateurs dans l'agglomération bordelaise? Il était naturel, dans une démarche prospective consistant à dessiner le visage de l'agglomération bordelaise à l'horizon 2030, de s'intéresser aux

modes de consommation. Mis au programme des rencontres de Bordeaux Métropole 3.0, le sujet a occupé toute la journée du 8 juillet. Spécialistes et citoyens échangeant leurs points de vue sur la question plus générale de savoir quelles évolutions de la métropole et de nos modes de vie sont susceptibles d'orienter les politiques actuelles et avenir. Echos...

► TABLE RONDE

Commerces et consommateurs de l'agglomération bordelaise

Avant de se projeter vers ce que pourraient être les nouveaux modes de consommation dans la future métropole bordelaise, un peu d'analyse s'imposait. « Le thème des modes de consommation futurs est sujet à débat, rappelait, en introduction, Jérôme Massa, directeur général adjoint du cabinet conseil en urbanisme commercial Bérénice. L'évolution de la consommation et ses conséquences en termes d'urbanisme commercial sont très complexes.

A ceux qui s'interrogent sur la fin parfois annoncée du cycle de développement du grand commerce (hypermarchés et centres commerciaux) commencé il y a une quarantaine d'années, on livre des faisceaux d'indices tenant à des évolutions macroéconomiques et sociétales. Au-delà de la question du strict fonctionnement commercial, se dessinent au moins trois défis sociétaux. Le premier est lié à l'évolution sociodémographique française, avec le vieillissement de la population et le besoin croissant de sociabilisation et d'échanges. La population moins mobile et l'essence plus chère semblent promettre aux formats de proximité des marges de développement.

Le deuxième tient aux aspects environnementaux d'un tout-automobile qui a forgé l'urbanisme commercial français sur la consommation de l'espace. Les enjeux de cet aspect-là sont à prendre en compte au sein des révisions du ScoT (Schéma de cohérence territoriale), de l'efficacité énergétique, et de la logistique urbaine avec le ravitaillement du tissu urbain. Le troisième et dernier élément est celui du choc technologique, avec la question du choix et de l'information du consommateur.

Il ne faut pas, pour autant, vendre la peau de l'hypermarché... A Bordeaux, neuf hypermarchés (5 000 m² et plus de surface de vente) cumulent (hors Mériadeck) environ 11 3000 m². Même si leur dynamisme tend à s'éroder depuis une dizaine d'années, avec notamment la concurrence du hard discount et des grands spécialistes en bricolage ou en jouets, ils continuent de représenter une part de marché importante.

Côté comportements de consommation, il est souligné que le prix reste le premier motif d'achat avant le temps et la praticité. Les consommateurs cherchent à faire leurs courses le plus facilement, en ayant tout sous

la main. Pendant trente ou quarante ans, les grandes zones de périphérie ont répondu à ce besoin. Elles apparaissent aujourd'hui moins pratiques du fait de la saturation des flux automobiles et de la multiplication corrélative des solutions alternatives à l'embouteillage marchand du samedi après-midi : livraison à domicile, drive, et autres Internet. 67% des personnes ayant une intention d'achat commencent leurs recherches sur Internet... Parfois considérés comme des « usines à vendre », les centres commerciaux, enfin, peuvent être sanctionnés. Aurélie Guénant précise que, papillonnant plus librement d'une enseigne à l'autre, métissant leurs sources d'achat, les consommateurs sont plus libres. Le premier critère de sélection d'une marque se révèle être le sentiment que la marque respecte le consommateur. On est prêt à boycotter certaines grandes surfaces exploitant leur personnel. Emergent, en revanche, des cadres d'achat valorisants, qui ne se réduisent pas aux centres villes, tels le petit commerce ou les marchés, sans parler des nouveaux modèles et notamment des AMAP, pour lesquels il y a désormais plus de demande que d'offre.

Maîtriser l'urbanisme commercial

Soucieuse de ne pas voir proliférer sur son territoire un nombre excessif de centres commerciaux, la Communauté urbaine suit de près les évolutions commerciales. « Nous avons constaté, il y a trois ans, que le commerce s'était développé spontanément à Bordeaux », explique André Delpont, directeur général du pôle développement économique de La Cub. « Le nombre de m² de surface de vente était, au regard de la population, supérieur à la moyenne nationale (1 200 m² par habitant à Bordeaux contre 1 100 à Toulouse et 1 000 à Nantes); et deux des dix premières concentrations commerciales de France étaient sur l'agglomération bordelaise (Mérignac et Bordeaux Lac)... » L'activité centrale des communautés urbaines n'étant pas le développement économique mais le développement urbain et la gestion de la ville, il a été décidé d'agir.

Un observatoire a été créé avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux dans le but d'évaluer l'existant en termes de quantité de surface commerciale, et dans l'idée de contenir les grandes concentrations périphériques. Reste à déterminer où le commerce doit se développer pour satisfaire à la fois les besoins des consommateurs et la qualité urbaine et architecturale. En attendant la mise en place des nouveaux systèmes législatifs de réglementation du commerce, La Cub imprime ses orientations aux grands documents cadres. Un nouveau SCoT à l'échelle du Sysdau (syndicat mixte regroupant 93 communes de l'aire métropolitaine bordelaise) est attendu pour 2011, et un PLU beaucoup plus strict devrait paraître en 2013.

Engagée dans une démarche double de régulation et de contrainte, la Communauté urbaine promeut la concertation entre l'ensemble des partenaires concernés : CCI, Chambre des métiers, communes, mais aussi consommateurs et professionnels du commerce. L'a'urba a été chargée d'évaluer la qualité urbaine et architecturale de l'ensemble des sites commerciaux situés sur La Cub, soit une centaine de sites dont huit principaux et une douzaine de seconde importance. Une étude visant à développer les rues commerçantes et les centres bourgs des communes vient de s'achever. Elle est désormais débattue avec les communes.

Comment consomment les ménages

Comprendre les us et les coutumes régissant la consommation locale est crucial avant de pouvoir tirer des plans sur le caddie. Laurent Putz, chargé d'études à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux a présenté les résultats d'une enquête menée auprès de 4 200 ménages sur leurs derniers lieux et actes d'achats. Appelé « indice de disparité de consommation » (IDC), le premier permet de comparer consommation locale et nationale. On note à ce chapitre que le coeur de l'agglomération a un IDC inférieur à la moyenne nationale, ce qui est dû à la petite taille des ménages. La périphérie de l'agglomération a, en revanche, un IDC supérieur à la moyenne nationale, non seulement car les ménages sont de plus grande taille et mais aussi parce qu'on constate une surconsommation sur les équipements de la maison. Conformément à ce que l'on note dans l'ensemble des agglomérations, la part alimentaire est légèrement en deçà de la moyenne nationale. Comme dans les autres grandes agglomérations françaises, la part de marché de la grande distribution en Gironde est supérieure à la moyenne nationale. Des comparaisons plus poussées sont en cours avec Toulouse, Lyon, Strasbourg ou Rennes. Pour les produits non-alimentaires, l'écart est le plus important : 62 % pour les grandes surfaces au niveau national contre 68 % pour La Cub. A l'exception du tabac, l'évasion des dépenses, enfin, n'excède pas plus de 10 %. Elle va essentiellement à la vente à distance.

Concernant les chiffres d'affaires l'importance des pôles périphériques se révèle remarquable, entre grands pôles régionaux, (Bordeaux Lac, Bordeaux Centre, Mérignac, Rives d'Arcin), pôles complémentaires et pôles de proximité (Le Pian et Cestas par exemple à l'extérieur de La Cub). Le centre ville réalise un chiffre d'affaires de 800 M. Les quatre principaux pôles de l'agglomération réalisent environ 50 % du chiffre d'affaires de l'agglomération. Les Bordelais sont plus de 80 % à se rendre dans le centre ville, mais, hors ville, 40 % des ménages déclarent ne jamais aller au centre. Ce chiffre est relativement important, notamment par rapport à Toulouse où 30 % seulement des ménages de la Haute Garonne disent ne pas fréquenter le centre ville. Les forces du centre ville de Bordeaux ressortent, comme son cadre urbain et son accessibilité via le tram ; tandis que la circulation, le prix et le stationnement sont perçus négativement. Pour les centres commerciaux de périphérie, atouts et faiblesses sont dégagés : cadre urbain, qualité des produits, circulation, stationnement, esthétique des magasins... pèsent dans la balance du choix des consommateurs.

► CONFÉRENCE

Grandes tendances et perspectives

Se projeter dans l'avenir, sentir les mouvements profonds et les attentes de la société pour les inscrire dans une capacité à faire et à vivre sont ainsi les grandes ambitions de Bordeaux Métropole 3.0. Si l'exercice n'est facile en aucun domaine, il est spécialement complexe en matière de prospective de la consommation. Ancien chercheur aujourd'hui PDG d'une société de services spécialisés dans la technologie appliquée au commerce et à la relation client, Philippe Lemoine résumait les nombreux facteurs (économiques, sociaux, culturels, technologiques) à prendre en compte dans la réflexion. Après avoir détaillé les sept familles identifiées de consommateurs, il a souligné l'importance de la catégorie des précaires, affirmant qu'un des défis majeurs de positionnement des entreprises aujourd'hui, était de s'adapter aux 3,5 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté... Pour ce qui est de l'horizon 2030, on estime que le consommateur moyen aura 43 ans, et qu'il sera plus souvent diplômé (4 personnes sur 10). Avec le vieillissement de la population, la consommation des 65 ans et plus augmentera dans tous les postes. L'électronique, les dépenses de santé et la communication apparaissent comme les trois postes de dépenses en devenir. La consommation de prestations de services restera à peu près stable. Les dépenses liées aux machines (automobile et informatique) ne bougeront pas autant que les services qui leur seront associés. Après l'essor de la consommation de biens privés de ces dernières décennies, le poids du capital (logement) continuera de croître et peser sur le budget des ménages réduisant ainsi leurs marges de manoeuvre. Des biens communs comme l'eau ou l'air feront l'objet d'une économie à part entière. La distinction entre bien privé et bien public sera moins nette avec le renouveau de l'environnement comme bien commun.

Côté commerce, le succès d'Internet et la mutation déjà entreprise de la consommation continueront de se développer sur la base de la traçabilité,

de l'extension du choix et de la connaissance des clients.

Les nouvelles pratiques qui se dessinent, la naissance des consommateurs-vendeurs qui cherchent à vendre avant d'acheter sur les sites d'échanges (eBay, ...), la relocalisation de la production (« fab lab » pour contraction de fabrication et laboratory), la généralisation des smartphone, mais aussi, comme le rappelle l'économiste Anne-Sophie Novel, les pratiques de partage et les systèmes alternatifs, l'économie circulaire qui se développe autour du recyclage ou de l'échange, les innovations sociétales ébauchent autant de nouvelles voies possibles. Certains espèrent, comme Michel Labardin, vice-président de La Cub et maire de Gradignan, passer d'une consommation « de remplissage » à une consommation « choisie », voire frugale. « Il pourrait y avoir, estime-t-il, une corrélation entre la santé mentale d'une société et le niveau de consommation. Des individus paisibles sont plutôt moins portés à la consommation. Ils opteront pour une consommation sélective, qui satisfait l'être. Le sens du modèle économique est beaucoup déterminé par la consommation ; il permet une rencontre avec l'esthétique, avec l'autre, avec des lieux, des espaces et des temps agréables à vivre. (...) L'enjeu qui se pose pour les urbanistes et La Cub est de savoir ce que l'on peut faire pour promouvoir un modèle qui satisfasse le besoin de consommation et qui permette la rencontre avec l'autre. »

La clé des modes de consommation de demain qui seront aussi, de plus en plus, des engagements citoyens réside sûrement, au final, dans la recherche de ce qui fait sens chez le consommateur, ce qui provoque son enthousiasme, son émotion esthétique.

7 familles sur l'échiquier de la consommation

Mise au point par LaSer*, une grille de lecture de la société de consommation a classé les Français en sept familles types formées de la confrontation entre indicateur de niveau de vie réel (déterminé par les niveaux de revenus et de patrimoine) et indicateur d'aisance sociale (déterminé par le niveau d'aisance et la position sociale ressentie) des foyers.

- **Les Aisés (22%)** : ont un rapport facile à l'argent et leur consommation est synonyme de plaisir, d'épanouissement et de découverte.
- **Les Contraints (11%)** : se trouvent dans une situation assez préoccupante ; ils ont des revenus et un patrimoine élevés mais consomment souvent à crédit. Ils vivent au-dessus de leurs moyens. Leur budget est un casse-tête.
- **Les Modernistes (17%)** : jouent un rôle moteur dans la consommation et aspirent à un environnement chaleureux. Surreprésentés à Paris et en région parisienne, ils ont un rapport plutôt décomplexé à l'argent.
- **Les Précautionneux (11%)** : se comptent plutôt parmi les retraités. Ils ont des patrimoines élevés mais des revenus limités. Leur consommation est rationnelle et maîtrisée.
- **Les Désimpliqués (9%)** : retraités désengagés en retrait de la société ; ils ont un rapport à l'argent assez archaïque.
- **Les Décomplexés (8%)** : jeunes actifs qui ont étudié mais aux revenus et patrimoine faibles. Ils mangent des pâtes mais veulent le faire avec des amis. Marquer son identité et développer son lien social est une priorité. Leur rapport à l'argent est orienté vers le plaisir et la différenciation.
- **Les Précaires (22%)** : ont les revenus les plus faibles. Consommation signifie pour eux restriction et frustration.

*LaSer développe, pour le compte d'enseignes ou de marques, des solutions en matière de gestion et de valorisation des portefeuilles clients (marketing de la donnée, gamme de cartes et services associés : assurance, crédit, ...) et propose aux particuliers des services financiers et des produits affinitaires. LaSer est détenu à parité par le groupe Galeries Lafayette et BNP Paribas Personal Finance.

Avant la conférence, une visite commentée de l'exposition « Consom' attitudes, passe en mode éco! » réalisée par Cap Sciences a été proposée aux participants.

Quels sont vos souhaits pour la métropole ?

« Que nos enfants et nous
puissions y vivre et y trouver
ce que nous cherchons »

Un habitant de Gradignan

Quelles sont vos craintes ?

« Aucune, j'ai confiance,
beaucoup d'énergie
et beaucoup d'espoir »

Une participante à la conférence Natures de Villes

« Je crains la disparition
de l'agriculture locale »

Un participant à Natures de Villes

« J'ai peur des lotissements,
du développement de la ville
en culs-de-sac sans
connexions, de la « non-ville ».
Peur d'une perte
de la mobilité entre le centre
et la périphérie. »

Une participante à Natures de Villes

► 23 SEPTEMBRE 2010

JOURNÉE NATURES DE VILLES

Table ronde en présence de :

- **Rémi Janin**, exploitant agricole et paysagiste
- **Jean-Christophe Bailly**, philosophe et écrivain
- **Cédric Lavigne**, archéogéographe
- **Pablo Georgieff**, paysagiste
- **Nicole Concordet**, architecte, **Isabelle Maillé**, agricultrice, et **Patrice Notteghem**, ethnécologue

Analyser le passé, définir les perspectives et les opportunités à saisir... La nature, et plus précisément le rapport de la nature à la ville se trouve logiquement au cœur de la démarche Bordeaux Métropole 3.0. Dans un XX^e siècle qui a défilé le précieux héritage d'une relation harmonieuse entre ville et campagne, les périphéries urbaines détruisent la ville au profit de territoires marqués par la brutalité des stratégies d'aménagement adoptées depuis des décennies. L'industrie agro-alimentaire ne cesse, en même temps, d'abîmer les campagnes en surexploitant la terre. Les mondes « paysan » et « citadin »

Conférence en présence de :

- **Gilles Clément**, paysagiste
- **Henry Ollagnon**, professeur à l'AgroParisTech, unité de recherche Gestion du vivant et Stratégies patrimoniales
- **Pascal Dibie**, ethnologue, professeur à l'université Paris Diderot, unité de recherche Migrations et Sociétés
- **Vincent Feltesse**, président de La Cub, maire de Blanquefort

ont tous deux disparu. L'avenir appelle une réparation de l'un et de l'autre, une nouvelle alliance entre ville et campagne. Le bilan écologique nous y oblige, l'inquiétude sociale nous l'impose. Est-ce une question de paysage ? L'approche paysagère est-elle celle qui rassemble les problèmes urbains et agricoles, économiques et politiques, dans une nouvelle perspective ? Telles étaient les grandes questions dominant le 23 septembre. Intégré dans le cycle des conférences de Bordeaux Métropole 3.0, le thème du paysage – spécialement agricole – faisait l'objet d'une grande journée de réflexion à l'école nationale supérieure d'architecture et

Ciné-débat *Le temps des grâces* en présence de :

- **Dominique Marchais**, réalisateur
- **Bernard Artigue**, président de la Chambre d'agriculture de la Gironde
- **Xavier de Saint Léger**, membre du Bureau de la Chambre d'agriculture de la Gironde

de paysage à Bordeaux. « Il y a un consensus politique pour atteindre le million d'habitants au niveau de l'agglomération, rappelait Vincent Feltesse, pour des motifs économiques et de développement. Il s'agit dès lors de repenser les lieux de vie, de travail, de loisir. Le développement de la ville ne peut se faire sans la nature. On peut parler d'EHDN métropolitain, articulation entre emploi, habitat, déplacements et nature. Dans cette période d'accélération, la nature est primordiale. Les outils réglementaires doivent être ajoutés aux réflexions conceptuelles. Le passage à l'acte doit se concrétiser maintenant. »

► TABLE RONDE

Vers un nouvel urbanisme agricole

Donner à l'agriculture une image plus contemporaine, occuper les délaissés, investir la ville... En évoquant l'expérience menée avec son frère architecte dans la Loire, le paysagiste Rémi Janin montrait l'étendue des perspectives qui peuvent naître d'un décloisonnement des schémas.

Vouée à l'agriculture bio depuis 20 ans, l'exploitation agricole familiale a été entièrement repensée. Le propos du projet était, d'une part, de rendre le volet agronomique meilleur par une approche paysagiste et architecturale en l'associant à une image contemporaine ; et d'affirmer, d'autre part, l'espace agricole en essayant de l'ouvrir à d'autres appropriations, de le mêler à des principes urbains, ainsi qu'à d'autres usages. Pour ce qui concerne les cultures, le travail a consisté à ouvrir l'espace, ne pas planter de haies pour limiter l'érosion. Des dizaines de fines lanières de la taille d'un chemin d'exploitation ont été découpées transversalement à la pente, alternant les espaces de culture et les espaces de pâturages. L'effet graphique y évolue en permanence. Cela permet également de créer des chemins dans la campagne pour pouvoir traverser les prés de manières différentes. Les espaces de fonds de vallées, qu'on s'approprie beaucoup moins, ont été redécoupés pour qu'ils redeviennent des espaces de pâturages accessibles quand les vaches

ne sont pas là. La ferme a progressivement pris un statut de parc. L'ancienne grange, enfin, a été ouverte. Se remplissant en été, elle se vide progressivement l'hiver, offrant son espace à tout autre chose (soirées, mariages, anniversaires...). Au-delà des limites de l'exploitation, s'est posée la question d'investir en tant qu'agriculteur le milieu urbain. Il s'est agi, par exemple, d'amener des moutons pour valoriser l'espace urbain et de les ramener l'hiver. Rémi Janin s'est, par ailleurs, penché sur ce qu'on nomme les délaissés urbains (ces reliquats de terrains abandonnés après la réalisation de projets immobiliers). « On se rend compte, notait l'urbaniste, que le milieu urbain crée des espaces de délaissés très importants, par exemple entre les bretelles d'autoroutes. En portant ce regard, on parle souvent d'agriculture péri urbaine. On se retrouve finalement fréquemment dans des situations d'enclave agricole. Quand on est sur ces enclaves, on remarque que les cultures céréalières ont plus de facilités que les cultures maraîchères. Mais on se rend compte qu'il ne manquerait pas grand-chose pour que ces espaces deviennent des espaces urbains sans perdre leur caractère productif. « Quid » d'une enclave d'élevage, où la commune passe une convention avec un agriculteur pour qu'il amène ses animaux

et valorise l'espace ? Cela crée des espaces hybrides agricoles en ville qui posent la question du statut des agriculteurs urbains. Cela ne reviendrait-il pas à développer une sorte d'urbanisme agricole ? » Rappelant la bipolarité de l'agriculture (qui doit, malgré elle, venir au contact du milieu urbain), le philosophe et écrivain Jean-Christophe Bailly, a souligné d'autres enjeux de l'empreinte de la nature en ville via l'exemple des jardins ouvriers. Regrettant la dévaluation du travail manuel, il a plaidé pour une réhabilitation qui dépasse le simple travail de la terre, souhaitant qu'on retrouve quelque chose de l'esprit de ce qu'avait pu être, dans l'école de la République, « la leçon de choses ». « Il serait fondamental, a-t-il affirmé, d'avoir dès l'enfance une idée beaucoup plus concrète de ce que sont les choses. Il n'y a pas d'un côté le petit bricolage et de l'autre la grande recherche, les points de technologie les plus audacieux peuvent venir à la rencontre de toute une espèce de tradition des savoir-faire. » Trouver de nouvelles formes d'appropriation collective pour les espaces de proximité et de continuité entre la campagne et la ville est l'une des voies à explorer. L'échange des expériences diverses peut permettre de renouveler le problème de l'attendu du paysage en ville aujourd'hui totalement bloqué.

Inventer de nouveaux modèles de réflexion

De l'exploration de terrains abandonnés à Fontenay-sous-Bois à la création d'une « ceinture verte » à Tripoli en passant par l'investissement d'un théâtre inachevé en Sicile ou la mise en place, à Montpellier, d'un projet de gestion des espaces délaissés anurbanisés, les expériences décrites par le paysagiste Pablo Georgieff sont on ne peut plus parlantes. « Même dans les villes les plus modernes, les plus productivistes et les plus contrôlées, notait-il, on trouve des stations végétales spontanées, d'une intelligence assez remarquable, qui sont capables de profiter du goutte à goutte d'un air conditionné pour trouver des conditions d'existence. » La nature n'attend pas toujours qu'on lui donne une place pour la prendre. A charge, pour l'aménageur, de composer avec les outils dont il dispose. « Au contraire de la tradition des jardins à la française, on ne se donne pas une obligation de résultats mais plutôt la création d'un habitat pour les plantes, un milieu qui

évolue seul. (...) En général, on commence par les outils intuitifs, qui sont le parcours physique du territoire, le récit d'une personne, la curiosité de voir une plante qui dépasse d'un mur. Il y a, tout d'abord, une primauté à la sensibilité. Puis on essaie méthodiquement d'obtenir tous les savoirs scientifiques ou culturels que l'on peut trouver sur le territoire. Parfois il n'y a pas grand-chose. Il faut alors demander toutes les informations. Par exemple, pour la réalisation du parc à Tripoli, le film *Le lion du désert*, avec Anthony Quinn m'a autant appris que les relevés botaniques réalisés par les Italiens en 1930. On utilise différentes données disponibles, évidemment, les expertises botaniques, ou les pratiques agricoles nous aident. En Lybie, on a essayé de rentabiliser l'eau comme le font les agriculteurs. » Le paysagisme, l'anthropologie de la nature, la sociologie des sciences, la géographie amènent toutes, dit Cédric Lavigne, « à repenser intellectuellement notre rapport à l'écosystème,

c'est-à-dire à la terre habitée, aménagée, exploitée. La question qui nous est posée est celle de la restauration de la relation de notre société moderne à la terre humanisée, en mouvement, c'est-à-dire héritée, transformée et transmise. Si les termes « pays », « paysans », « paysages » expriment l'anthologie du rapport des hommes à la terre, ils n'en désignent pas moins un rapport historiquement daté et qui est aujourd'hui révoqué. » Reste donc à réfléchir à la manière de fonder un nouveau rapport à la terre qui ne soit pas un rapport passéiste. L'archéogéographe fait référence, dans cette perspective à une « modernité réflexive » qui réinstalle les attachements par rapport aux réalités écologiques mais conserve les incertitudes. Les réflexions doivent être menées, en restaurant la « géographité de l'être », avec l'affirmation centrale que l'être humain, au-delà d'un être biologique et social, est aussi un être géographique.

Ramener l'agriculture dans le Grand Bordeaux

Que faire, dès lors, des espaces naturels et agricoles qui représentent 50 % du territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux ? « La déprise agricole est importante, explique Isabelle Maillé, agricultrice et élue de Blanquefort, car nous perdons nos élevages et nos maraîchers. » Le problème que se pose est que les exploitants sont vieillissants qu'il n'y a pas de relève. A défaut d'une politique de restauration agricole, notamment d'élevage par l'incitation de jeunes exploitants à s'installer, les communes se retrouveront avec des étendues immenses qu'elles ne pourront pas gérer. La politique mise en place par La Cub sur son territoire passe ainsi par la maîtrise foncière. Reste que l'élevage nécessite de grands espaces et qu'on ne dispose pas des terrains nécessaires. C'est la raison pour laquelle, on incite prioritairement l'élevage mixte avec de petits effectifs. Pour favoriser l'élevage ou le maraîchage périurbain, il faut promouvoir la variété de production. Si elle est forte, à l'heure actuelle, en élevage bovin, la production de La Cub est, de fait, peu diversifiée. La possibilité offerte aux communautés ou aux communes de faire revenir de petits élevages familiaux et de mettre une production familiale à disposition de la population passe par cette diversification. On pourrait ainsi saisir l'opportunité d'être à proximité de villes et de pouvoir faire des productions locales avec des circuits de commercialisation courts. Déclinée un peu différemment, la mixité se trouve aussi au cœur du projet de La Vacherie présenté par l'architecte Nicole Concordet. Le site se trouve au Nord du parc de Majolan, à Blanquefort. Un bâtiment

émerge le long du coteau, qui fut une ferme modèle comme il y en a eu plusieurs dans les environs. Si son histoire est un peu floue, demeurent des traces de l'ancienne production, avec des étables et des logements. C'était une sorte « d'usine pour vaches » ... Destiné, au départ, à un aménagement culturel, le lieu retrouve, finalement, son caractère naturel. Le projet propose d'y arranger la rencontre entre la nature, l'homme et l'animal. Il s'est orienté peu à peu vers l'idée du multi-élevage dans un cadre plus vaste, notamment d'ouverture aux enfants. « Nous avons commencé un travail sur la notion de collectif, précise Nicole Concordet, avec un espace ouvert à tous, où accueillir des structures associatives, des événements. Il nous faut aussi évoquer le travail sur le territoire (le lieu fait huit hectares). On pense éventuellement à un maraîcher avec un partenariat qui associerait les maraîchers voisins. Un partenariat avec le lycée agricole voisin aiderait aussi à développer les réseaux. L'idée de mise à disposition de l'espace, nous apparaît comme centrale avec des relations qui se tissent au sein de l'environnement du lieu. C'est, pour nous, la base de tout. Le projet s'appelle « Main dans la main ».

► CONFÉRENCE

« Le paysage ne sera jamais que la ressemblance de ce que nous sommes. »

« Le monde bouge, rappelait Vincent Feltesse en introduction à la conférence finale de la journée du 23 septembre. Le modèle de développement n'a pas toujours été satisfaisant. Il est nécessaire de partager. Il faut une stratégie métropolitaine avec différents appels à contribution. Quelque chose de différent pour ne pas être la simple reproduction de ce qui a été fait depuis dix, vingt, quarante ans en termes de consommation d'espace. »

Géographes, chercheurs, paysagistes, urbanistes, architectes ou philosophes étaient là pour ouvrir les regards. Se projetant en 2084, l'ethnologue Pascal Dibie, imaginait un monde où les coqs n'auraient plus le droit de chanter. L'autoroute serait souterraine. Les voitures ne seraient plus autorisées dans la zone calme qui correspondrait au dessin de l'ancien village où l'on aurait conservé en hologramme la vieille église grandeur nature. Les anciens jardins formeraient une couronne verte vitaminée où les fruitiers et leurs fruits seraient accessibles à volonté à tout habitant du quartier. Les animaux de compagnie auraient rejoint ceux de l'élevage et obtenu le statut d'UPA (Unité Petit Animaux). On les prêterait comme compagnons aux jeunes enfants, mais tous finiraient traités à l'âge adulte comme nourriture, médicaments et vêtements qu'on expédierait vers la néo-Asie. Chaque habitat serait équipé d'un nourridistributeur contrôlé par un organisme qui surveillerait l'état de santé de chacun de ces abonnés par des prélèvements micro-sanguins bisannuels. Les malades se soigneraient par automédication par la toile. Pour remplacer les nappes phréatiques devenues non-potables depuis les années 2025, on acheminerait l'eau depuis la calotte glaciaire... Inspirée de revues scientifiques, la fiction de Pascal Dibie le conforte dans l'idée qu'il faut regarder les choses au plus près pour en comprendre les évolutions. « Il ne faut pas croire qu'on puisse aménager le monde, analyse-t-il, c'est lui qui nous aménage. Le paysage ne sera jamais que la ressemblance de ce que nous sommes. » Etre ensemble sur la terre, est-ce alors une question de paysage? Pour le paysagiste Gilles Clément, il s'agit d'abord de rappeler ce qu'est le paysage dont on parle. « Je l'ai défini, explique-t-il, par ce qui est sous notre regard. Pour les non-voyants, c'est ce qui est sous l'étendue des autres sens. C'est ce que nous percevons et qui nous

émotionne. Nous voyons la même chose? Chez les aborigènes, dans ce climat où l'on peut faire des jardins, il n'y a pas de jardin. Ils sont sédentarisés et pourraient avoir appris des gestes. J'ai posé des questions. On m'a dit qu'il n'y en avait pas. En Afrique, des pygmées avaient commencé des jardins. Finalement, on m'envoie un joli texte sur une vision, une cosmogonie. L'esprit rêve. L'homme sait rêver et sait se servir du rêve. Il se couche dans la terre, là. C'est impossible de blesser le sol. Ils ne le touchent pas. Ces gens voient le paysage et se font une géographie avec les chants, mais intègrent tout sans y toucher. Il y a cette question du paysage culture, émotionnel et l'on ne peut pas l'appliquer partout de la même manière. Il y a peu d'aborigènes chez nous, mais des gens viennent de partout dont le regard diffère sur le paysage. Cette diversité culturelle est désormais installée. Nous ne pouvons pas réduire la question du paysage à une seule lecture culturelle. Il apparaît différent depuis un siècle marqué par le choc écologique. Il est entré dans une nouvelle dimension qui nous intéresse et nous concerne. Le paysage nous assemble, nous réunit. Ce qui se passe ici concerne le voisin, c'est l'effet papillon. Le paysage est un ensemble sans limites. Nous en avons une double lecture : la vision traditionnelle et celle marquée par la conscience de la responsabilité collective envers l'environnement. Ce que l'on fait à un endroit a des répercussions à un autre endroit. Ce sont des questions intimement liées. Il faut repenser une gouvernance complète. Réfléchir à l'organisation d'une économie nouvelle, d'une société nouvelle... »

Comment imaginez-vous la métropole bordelaise dans 20 ans ?

« Je nous imagine
20 fois plus nombreux,
20 fois plus cultivés,
20 fois plus disponibles...
il nous faudrait donc 20 fois
plus de temps disponible ! »

Une participante à la conférence Ville créative

Comment imaginez-vous la métropole bordelaise dans 20 ans ?

« Je la vois tournée vers
les autres, décroisonnée,
souriante, vivante »

Arnaud Campot, directeur de la pépinière d'entreprise Cobas (Communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon Sud)

Des souhaits pour cette métropole ?

« ...qu'elle compte
de nombreux pôles
d'excellence, que la culture
soit érigée en projet prioritaire
du politique, permettant
de faire « métropole
commune »

Une élue de Pessac

► 07 OCTOBRE 2010 CONFÉRENCE VILLE CRÉATIVE

Intervention liminaire

- **Frédéric Martel**, écrivain et journaliste

Conversations et échanges

- **Vincent Feltesse**, maire de Blanquefort, président de La Cub

A quels défis culturels les villes de demain seront-elles confrontées? Qu'est devenue l'industrie culturelle? Comment les courants dominants (« mainstream ») entraînent-ils –ou pas– le mouvement du monde? Où en est l'exception culturelle? Vers quelle révolution nous emporte le numérique?

Va-t-on vers la disparition de la culture locale? Quid de la contre-culture? Reste-t-il une place pour des politiques de régulation ou de soutien à la création indépendante? Comment et pourquoi favoriser la participation des citoyens à la vie culturelle et plus largement au projet urbain? Sans doute aurait-il fallu plusieurs jours pour balayer exhaustivement tous enjeux qui sous-tendent l'idée de ville créative.

Dans un monde déstabilisé par la mondialisation, les crises du capitalisme, la révolution numérique et autres incertitudes

- **Didier Fusillier**, directeur de Lille 2004-Capitale européenne de la culture et de Lille 3000
- **Olivier Poivre d'Arvor**, écrivain, directeur de France Culture, ancien directeur de Culturesfrance
- **Nicolas de Tavernost**, président du directoire du groupe M6

environnementales, les acteurs territoriaux sont à la recherche de nouveaux modèles de développement. Comme la « ville durable » ou la « ville désirable », on attend de la « ville créative » qu'elle fonde l'attractivité métropolitaine tout en préservant l'épanouissement des individus et l'amélioration de la vie collective. Mais peut-on tant lui demander? C'est la question que se posaient de concert, le 7 octobre dernier, directeurs d'affaires culturelles, chercheurs en sciences politiques, metteurs en scène, directeurs de salles de spectacles, urbanistes, architectes et autres membres de la nommée « société civile » réunis pour participer aux rencontres et à la conférence de Bordeaux Métropole 3.0. Mais la culture, au fait, n'est-elle pas officiellement hors champ des compétences de La Cub? Ainsi Vincent Feltesse répondait-il,

Témoignage

- **Alain Juppé**, maire de Bordeaux, ancien Premier Ministre

à une objection théorique : « La communauté urbaine sans vocation culturelle? La culture se définit mal aujourd'hui. Notre économie créative prend le pas sur la culture comme on la voyait par le passé. Notre communauté a comme compétence l'économie. Sur la consommation culturelle, la télévision n'est plus si centrale, avec une forte concurrence de l'ordinateur.

La communauté a des atouts dans un monde d'événements culturels. Nous avons une tradition ancienne avec les Montaigne, Montesquieu, Mauriac... Quant à la question de savoir comment on invente une métropole avec le levier culturel, elle suscite en tout cas une certaine appétence puisque c'est, des conférences de Bordeaux Métropole 3.0, celle qui a le plus de succès ! »

« La mondialisation n'est ni bonne ni mauvaise en soi. Elle sera ce que nous en faisons . »

A Frédéric Martel, auteur de *Mainstream, enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde*, il ne faut pas parler de « glocal ». L'« universalisation du particulier et la particularisation de l'universel », comme le définit l'inventeur du concept (le sociologue Roland Robertson) n'existe pas selon lui. L'enquête qu'a menée l'écrivain-journaliste dans trente pays du monde, des ghettos noirs des Etats-Unis aux multinationales en Inde –en passant par la Chine, l'Arabie Saoudite, le Vietnam, le Brésil ou le Mexique– l'ont amené à la conclusion initiale que la mondialisation ne s'est pas traduite par une uniformisation des conduites. « Ce qu'on appelle le glocal cela n'existe pas, où que vous alliez », affirme-t-il, avant de développer : « les cultures nationales vont bien. Partout dans le monde, la musique est très fortement nationale, la télévision est très fortement nationale, l'information, les marchés publicitaires sont nationaux, les séries télévisées sont souvent un peu plus internationales mais elles circulent malgré tout difficilement et nécessitent très souvent d'être adaptées. La plupart du temps, l'édition est nationale. Pour une large part, un cinéma national existe (entre 10% dans les pays où ça ne va pas très bien jusqu'à 50% en France ou en République Tchèque). Et c'est vrai dans la plupart des secteurs, sauf peut-être le jeu vidéo qui est très international. La culture française, en tout

cas en France, n'est pas menacée. » La mondialisation a, en fait, des effets plus complexes que ce que l'on entend souvent. Une culture globale, courant dominant souvent américanisé (mais pas systématiquement), qu'il appelle mainstream dans son livre, place partout dans le monde des produits mondialisés face aux cultures nationales. Cette culture mainstream remplace la culture nationale des pays voisins. Alors qu'en Europe par exemple, les cultures allemande, espagnole, italienne, ou roumaine vont bien, en France on ne s'y intéresse quasiment pas. La culture devenue commune entre les pays, en Europe est cette culture globale-là. Quid alors d'une exception culturelle dont on a tant défendu l'idée? Elle correspondait, selon Frédéric Martel, à une époque où l'on craignait à la fois le nazisme et le stalinisme; où il fallait se démarquer des industries de masse. Adorno, Hanna Arendt, Benjamin, Orkheimer étaient dans la critique légitime d'industries culturelles qui aboutissaient à des produits culturels. Aujourd'hui, il y a de moins en moins de produits culturels. Les douanes, en réalité, ne voient presque plus rien passer. Ce sont essentiellement des flux, des services, des formats. Renonçant à ne voir de la mondialisation que les côtés négatifs, Frédéric Martel souligne en outre son rôle dans l'émergence culturelle des pays

en développement. « Et notamment, dit-il, d'un point de vue de leur culture et de leurs médias. Qu'il s'agisse de Rotana en Arabie Saoudite, de Reliance en Inde qui a racheté une partie importante de Dreamworks (les studios de Spielberg), de Sahara en Inde qui est candidat au rachat de la Metro Goldwin Mayer et de United Artists, encore deux grands studios américains. Que ce soit Tele Globo dans ses rapports avec TVRecords au Brésil. Tout ce qu'on voit, c'est se constituer dans les pays émergents de grands groupes médias d'industrie culturelle qui font de la Kay Pop, des telenovelas, des feuilletons du Ramadan, quelque chose de fascinant, merveilleux. Les pays émergents émergent aussi avec leur culture et leurs médias. » Même analyse face au basculement numérique. Tandis que les dirigeants occidentaux le regardent avec méfiance, il suscite de l'optimisme dans les pays émergents. D'un côté Internet évoque une opportunité, de l'autre une menace. On est offensif d'un côté, défensif de l'autre. Tandis qu'on veut inventer la culture de demain en Inde, en Indonésie, au Brésil ou en Arabie Saoudite, on parle, ici, de protéger la culture du passé. Où conduira, dès lors, cette révolution numérique? Des très nombreux entretiens qu'il a eus à travers le monde, Frédéric Martel tire trois hypothèses. >>

La première postule la confirmation et la généralisation de la situation que nous connaissons : disparition du CD, du DVD, du Blu-Ray, plus grand impact de la 3D et du cinéma numérique, atténuation de la distinction entre la TV hertzienne et les TV câblées ou Internet, rapprochement du narrowcast (les émissions de niche sur Internet) et du broadcast (la télédiffusion), développement des librairies électroniques. Ce scénario implique la construction d'un nouveau modèle économique prenant en compte les diverses évolutions technologiques.

Bien différente, la deuxième hypothèse bouleverse le monde tel que nous le connaissons. Elle repose sur la participation, l'hybridation, la contextualisation, les réseaux sociaux, et tout ce qui tourne autour des échanges peer to peer et autres web 2.0, entraînant, entre autres, désintermédiation (la possibilité d'obtenir des financements sans passer par les banques), et mort du critique culturel. La dernière hypothèse avancée par plusieurs acteurs des pays qui croient vraiment au numérique (le Brésil, l'Arabie Saoudite, le Liban, l'Égypte...) est un

scénario plus dur encore. Il ne s'agit pas, cette fois d'un changement culturel sinon d'un changement de civilisation. Il n'envisage pas seulement la disparition de l'objet disque ou l'objet livre mais celle de l'idée même du livre ou du disque... Ce n'est pas, selon lui, la radio qui va changer, c'est le concept même de radio. Le blog, le post, l'hypertexte annoncent les mutations formidables à venir. Twitter n'a qu'un an, Youtube et Facebook cinq, et Google a peine dix ans. Nous sommes au cœur de la révolution, les murs s'effondrent, on marche dans les gravats. Où l'on va ? Nul ne le sait. La révolution est en marche...

« Il nous appartient de construire une société de l'échange »

Il n'y a pas pour autant, pour Olivier Poivre d'Arvor, péril en la demeure. L'écrivain, directeur de France Culture, estime que le pays dans lequel nous sommes a quand même « quelques vertus, quelques avantages et quelques avancées. Un travail a été fait depuis des siècles, dit-il, à la fois en intérieur et à l'extérieur : la philosophie des Lumières, l'idée de diplomatie culturelle, l'idée que nos valeurs pouvaient être présentables au reste du monde, échangeables. Il nous appartient, dit-il, de construire, et c'est un vrai projet politique au meilleur sens du terme, une société de l'échange.

Au-delà des tableaux qui peuvent être ceux de rapports de force, économiques, marchands, technologiques, nous avons en France des atouts formidables qui reposent sur la définition de la culture. Notre grand avantage est que notre culture n'est pas une culture nationale au sens étroit du terme. La culture française est faite de la culture des autres. (...) J'aime Bordeaux comme j'aime les grandes villes de France car elles sont capables de proposer sur les scènes de théâtre, de danse, de musique, une variété extraordinaire. »

Perspectives et enjeux de la ville créative

Qu'attendre, dès lors, de la ville créative ? Si la ville durable est un tout organique, elle prend son sens dans son aptitude à croiser les enjeux urbains, sociaux, économiques, écologiques et culturels ... La ville de demain, postule-t-on, se civilisera d'autant plus qu'elle donnera sa chance à toutes les imaginations créatrices. Peut-on y croire ? Observer la façon dont les grandes villes s'appuient sur l'art et la culture pour accompagner leurs stratégies de développement pose la question de savoir si la ville créative est davantage aujourd'hui une utopie mobilisatrice ou un concept marketing. Bien que les discours sur le développement et l'attractivité des métropoles se réfèrent de plus en plus fréquemment, à la créativité, la notion reste floue, dans sa définition, comme dans ses principes et sa mise en oeuvre. La créativité peut-elle être un point d'appui pour réinventer la pensée de l'action urbaine ? Est-elle propice à un développement harmonieux des villes comme le laissent entendre différents travaux ? Pour Frédéric Martel, la ville créative de demain peut être une affaire culturelle à condition qu'on élargisse la définition de la culture

et qu'on l'ouvre à la créativité et aux classes créatives. A condition, aussi, que l'on sache jouer sur différentes échelles. « La question, analyse-t-il, n'est pas tant de protéger l'art du divertissement, la question est de produire à la fois du divertissement et de l'art, du local et du global, du mainstream et des niches afin de décroquer et de sortir des frontières du catéchisme culturel français. » Rappelant l'importance d'adopter réellement une politique à l'égard de la diversité culturelle, le journaliste invite à sortir de l'hypocrisie qui consiste à défendre la diversité dans les enceintes internationales, et d'omettre de la valoriser dans les quartiers et les villes. « Il faudra enfin, affirme-t-il, adopter le web et la mondialisation, non pas aveuglément, car ce sont seulement des outils. Il faut retrousser ses manches, ne pas décliner avec les déclinologues et se battre ! » Le rapport entre diversité culturelle et mondialisation parle aussi à Didier Fusillier. Invité à la conférence, le directeur de Lille 2004-Capitale européenne de la culture et de Lille 3000 rapporte : « Etre capitale européenne de la culture c'est d'abord s'occuper de quartiers de 22 000 personnes, dans une agglomération d'1 300 000 habitants. Dans tel quartier, il n'y a ni bibliothèque,

ni cinéma, ni de salle concert. On a toujours pensé que ces 22 000 personnes allaient à l'opéra, au théâtre national et qu'il n'y avait aucun souci avec cela. On se rend compte qu'évidemment ce n'est pas le cas. Il y a aussi 80 communautés différentes, dont une trentaine ne parle même pas le français... ». En inventant des concepts, en créant des lieux alternatifs, en faisant exploser les cadres, le corps même de la société s'est profondément transformé.

Intégrer les acteurs locaux

La ville créative serait-elle la panacée? Encore faut-il savoir se méfier des effets pervers... Car la réaction à la mondialisation des cultures peut conduire à une globalisation des modèles de villes créatives. Le rôle prêté aux équipements emblématiques ou aux grands événements culturels, sur lesquels nombre de villes à travers le monde fondent désormais leur stratégie de développement, souligne le risque qui plane. Pour prévenir une homogénéisation des démarches, ne conviendrait-il pas d'inventer des modèles urbains plus complexes et plus singuliers, qui, tout en intégrant une dimension événementielle forte, sauraient partir de l'existant et travailler de concert avec les forces vives d'un territoire? La participation des habitants à la vie artistique et culturelle reste une question sensible. Elle renvoie aux problématiques des publics, des pratiques artistiques partagées ou

encore à l'implication des habitants dans l'élaboration du projet culturel. Concevoir une gouvernance culturelle métropolitaine implique ainsi de s'interroger sur la façon de mieux appréhender les pratiques et les attentes culturelles des habitants d'un territoire; sur la manière de sortir de la culture de l'entre-soi. Elle réclame d'être plus attentif au respect de toutes les cultures et des droits qui s'y rattachent. La tension qui peut exister entre la créativité, mise au service de l'attractivité métropolitaine, et l'activité singulière des créateurs dépasse la stricte notion de ville créative. Elle aborde les dimensions participatives et collaboratives de la métropole en construction, en cherchant comment les politiques publiques peuvent permettre aux citoyens d'être créateurs de la vie culturelle de leur ville.

EXPERTISES

Conseil Scientifique

Le Conseil Scientifique, composé d'une quinzaine d'experts reconnus dans leur domaine de compétence, travaille sur toute la durée de la démarche Bordeaux Métropole 3.0. Le premier séminaire du conseil scientifique (29 avril 2010 - Gradignan) a permis de présenter la démarche Bordeaux Métropole 3.0 et de faire émerger un premier débat sur la base d'une connaissance partagée de la métropole bordelaise.

A côté des grandes questions intéressant le territoire (inscription dans les grands réseaux, développement économique...), les échanges ont pour une large part convergé autour de la question centrale de l'individu – ou des individus – dans la métropole (emploi, logement, organisation du foyer, santé, rapport à la nature...).

Le deuxième séminaire (9 juillet 2010 - Eysines) a traité des grandes tendances prospectives inhérentes aux thèmes de recherche des membres du Conseil Scientifique et appliquées au contexte de la métropole bordelaise. Il s'est organisé en trois séquences :

- prospective des modes de vie
- prospective de la ville intelligente
- prospective de l'organisation urbaine

Le troisième séminaire du conseil scientifique s'est tenu le 30 novembre 2010 ; à l'ordre du jour : débat autour du document « Bordeaux Métropole en 2030 – analyses et projections », réalisé par La Cub et l'a'urba. Ce séminaire de travail s'est clôturé par un débat entre les membres du Conseil Scientifique et les experts internationaux de l'INTA (Association Internationale du Développement Urbain) autour du thème « entre sociétés de plus en plus uniformisées et territoires à la recherche d'authenticité, un « art de vivre bordelais » peut-il exister et avoir une importance ? Si oui, quels en seraient les points cruciaux ? ».

Deux autres séances de travail seront organisées, à des étapes clés de la démarche, d'ici à l'été 2011 :

- début 2011 afin de faire réagir les membres du Conseil Scientifique sur les différentes contributions produites et versées à la démarche Bordeaux Métropole 3.0 ;
- au printemps 2011 afin de participer à l'assemblage des productions et à l'élaboration du document final.

Composition du Conseil Scientifique

- **Christophe Bergouignan** est démographe et directeur de l'IEDUB (Institut d'Études Démographiques de l'Université Bordeaux IV).
- **Hélène Budzinski** est chimiste de l'environnement, directrice du laboratoire physico-toxico-chimie à l'Institut des Sciences Moléculaires (Université Bordeaux I – CNRS).
- **Nadine Cattan** est géographe et directrice de recherche au CNRS. Ses travaux concernent principalement la mobilité et l'échange.
- **François Dubet** est sociologue, professeur à l'Université Bordeaux II et directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages.

Ses principaux thèmes de recherche sont : l'école, l'exclusion scolaire, les lycéens et les institutions.

- **Isabelle Farbos** est docteur en génétique et en biologie moléculaire spécialisée en santé environnementale (Université Bordeaux II). Elle est co-fondatrice de l'association Habitat Santé Environnement (HSEN).
- **Fabienne Goux-Baudiment** est prospectiviste, directrice d'études à Futuribles International, directrice de la société proGective.
- **Luc Gwiazdzinski** est géographe, maître de conférence à l'Institut de Géographie Alpine, Université Joseph-Fourier de Grenoble.
- **Gilles Le Blanc** est spécialiste en économie industrielle, directeur du Centre de recherche en économie de l'École des Mines de Paris.

• **Marie-Thérèse Letablier** est sociologue, directrice de recherche au CNRS, affectée au Centre d'Études pour l'Emploi (CEE) et à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I. Ses principaux thèmes de recherche sont : l'emploi des femmes, l'individualisation des droits sociaux, l'articulation entre travail et vie familiale.

• **Jacques-François Marchandise** est directeur de la recherche et de la prospective de la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération).

• **Olivier Mongin** est directeur de la revue Esprit.

• **Maria Muhle** est philosophe, assistante académique à l'Université Bauhaus de Weimar.

• **Guillaume Pouyane** est docteur en sciences économiques, maître de conférences à l'Université Bordeaux IV-GREThA (Groupe de Recherche en Économie Technique et Appliquée). En 2004, il soutient sa thèse « Forme urbaine et mobilité quotidienne ».

Ses principaux thèmes de recherche sont : l'étalement urbain, la ségrégation urbaine, la « ville compacte », l'accessibilité, la dépendance automobile...

• **Françoise Taliano-des Garets** est professeur d'histoire contemporaine, chercheuse associée au laboratoire SPIRIT à Sciences Po Bordeaux. Spécialisée en histoire politique et culturelle, elle a travaillé sur les politiques culturelles des métropoles régionales et sur l'histoire culturelle de Bordeaux à l'époque contemporaine.

• **Jacques Theys** est prospectiviste, directeur du centre de prospective de la Délégation au développement durable, responsable de la Mission Prospective du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer.

• **Francis Cuillier**, urbaniste

Plateforme Bluekiwi

Aux côtés d'autres communautés – contributeurs, membres de la communauté Bordeaux Métropole 3.0, candidats aux appels à projets... – le Conseil Scientifique se voit confier un espace au sein de la plateforme web Bluekiwi, outil collaboratif permettant d'échanger des contributions, de proposer des idées, de lancer des enquêtes. À l'ergonomie proche des réseaux sociaux, l'outil regroupe à ce jour plus de 250 membres

INTA

Pendant une semaine les membres du panel INTA (Association Internationale du Développement Urbain) ont travaillé journées et soirées pour prendre connaissance du territoire bordelais et pour échanger avec les acteurs de ce territoire. Une visite de sites a été organisée le 28 novembre : elle a permis de découvrir la diversité et les particularités du territoire, les grands projets, les forces et les faiblesses de l'agglomération bordelaise. Des ateliers, associant panélistes et acteurs locaux, ont permis de débattre autour de 3 thèmes de réflexion :

- nouveaux lieux et modes de production

industrielle, économique, sociale, de services et de connaissances.

• métropole en mouvement et modes de vie sobre

• place et rayonnement de la métropole bordelaise dans le réseau des villes du grand Sud-Ouest européen.

> liste des panélistes : page 42

► CONSEIL SCIENTIFIQUE

« Considérée dans son espace " réel " d'influence urbaine, Bordeaux est d'ores et déjà une ville démographiquement " millionnaire " ».

THEME 1 : PROSPECTIVE DES MODES DE VIE

Tendances démographiques des grandes villes françaises et spécificités de Bordeaux

Christophe Bergouignan est démographe et directeur de l'IEDUB (Institut d'Études Démographiques de l'Université Bordeaux IV). Ses principaux thèmes de recherche sont : la démographie à l'échelon local, la démographie des conflits, SIDA et démographie.

Les évolutions des grandes villes de province depuis 1960

Il est question ici des aires urbaines provinciales de 400 000 habitants et plus (Marseille, Nice, Toulon, Bordeaux, Toulouse...); elles connaissent deux principaux mouvements :

- **Périurbanisation et extension de l'aire d'influence.**

Débuté quelques années plus tôt en région parisienne, cet étalement urbain affecte les grandes villes de province, surtout dans les années 1970, au profit des deuxièmes et troisièmes couronnes et au détriment de la ville centre.

- **Peuplement étudiant massif des villes centres.**

L'augmentation du nombre de bacheliers, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, et celle, corrélative, du nombre d'étudiants, ont entraîné une croissance très rapide de la proportion des 18-24 ans dans les villes centres. Ils y ont remplacé les résidents âgés via les programmes de rénovation de l'ancien. Même dans les agglomérations (Bordeaux) au campus excentré, ces jeunes adultes choisissent le centre pour des raisons sociales et culturelles : dynamisme culturel, accès aux transports publics, aux équipements...

De ce point de vue, l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur fonctionne comme une « machine à urbaniser » les populations. Notons toutefois que les inégalités socio-économiques dans les centres des villes de province restent très prégnantes, les populations précaires et non motorisées (immigrés primo arrivants, personnes en rupture...) investissant les logements petits et vétustes du centre-ville, fait cependant atténué par la forte concentration des logements sociaux en première couronne.

Les années 2000 : continuité et rupture

Le début des années 2000, en pleine continuité avec les évolutions citées plus haut, marque deux inflexions :

- L'extension urbaine s'accélère et l'aire d'influence des villes grignote sur l'espace rural : la rareté des grands logements bon marché situés en 1ère et 2ème couronnes oblige les familles à s'installer plus loin.
- Les villes centres regagnent des habitants de façon plus rapide que dans les années 1990, l'arrivée des étudiants avait alors

amorcé timidement ce retour à la croissance démographique des espaces centraux.

L'idée que les personnes âgées pourraient à l'avenir réinvestir les centres des grandes agglomérations en vertu des rénovations, d'un accès aux services et aux transports plus aisé et d'un parc de logements petits ne trouve à ce jour aucune confirmation concrète. Car, contrairement aux petites villes, les services des grandes aires urbaines sont étalés sur leur territoire; en outre, les logements de petite taille sont aussi présents dans la banlieue; enfin, les populations âgées attribuent une plus grande insécurité à la ville centre.

Par ailleurs, l'application à l'enseignement supérieur des technologies numériques serait susceptible de freiner l'arrivée de très jeunes adultes dans les centres villes, les étudiants pouvant ainsi demeurer chez leurs parents, même si ces derniers habitent loin des centres universitaires. Pourtant, un tel scénario semble réducteur. Les centres ne se limitent pas à des « dortoirs » pour étudiants contraints, ils sont aussi un lieu et une étape de leur socialisation (rencontre du futur conjoint, réseaux pré professionnels...).

Démographie et géographie : les spécificités de la métropole bordelaise

Bordeaux se distingue assez peu du profil des autres villes de province, elle compte toutefois la plus faible proportion de cadres en couronne périurbaine et une des plus élevées en ville centre (après Lyon, Grenoble, Toulouse, Nancy et Nantes). Cela ne signifie pas que Bordeaux est l'agglomération française la plus stratifiée socialement, car, à l'échelle des quartiers du centre, la répartition des cadres est beaucoup plus concentrée à Lille ou Marseille.

Les cadres à Bordeaux sont moins représentés qu'à Toulouse ou Grenoble, deux villes qui, outre leur traditionnelle aire d'influence régionale (dont bénéficie aussi Bordeaux), sont riches de filières économiques spécifiques. Bordeaux compte moins d'immigration que la moyenne française, mais partage ce trait avec les villes de l'Ouest.

La région **Aquitaine** se distingue par une entrée en union plus tardive, des ruptures d'union plus précoces, une fécondité moindre. Ayant pour ces raisons une population âgée, elle voit sa population augmenter depuis 30 ans presque uniquement grâce aux échanges migratoires excédentaires, dont les

causes sont sans doute l'attractivité naturelle (littoral, climat...) mais aussi la qualité du projet urbain bordelais. Composées pour l'essentiel d'adultes actifs avec enfants, les arrivées de population en Aquitaine dépassent les départs à presque tous les âges, à l'exception des 25-29 ans, partis faire leurs premières armes professionnelles en Ile-de-France ou à l'étranger.

L'agglomération millionnaire

Selon la définition INSEE de l'aire urbaine, Bordeaux a déjà atteint le million d'habitants. En revanche, si l'on s'en tient au périmètre de La Cub, un tel objectif se réaliserait avec une augmentation de 2% par an sur 20 ans. A l'échelle d'une grande agglomération, ce type de croissance démographique n'a pour l'instant été observé en France qu'à Montpellier et Toulouse. Le vieillissement futur de la population et la réduction du solde naturel qu'il entraîne, implique par ailleurs une attractivité encore plus forte. En outre, la croissance de Bordeaux s'est fortement ralentie depuis 2006, en corrélation avec une vacance des logements devenue plutôt faible. Atteindre le million d'habitants aux horizons 2020-2030 nécessite donc une politique du logement très volontariste, accompagnée d'une politique de l'emploi et de l'éducation formation. Celle-ci a moins vocation à attirer des habitants, bien qu'elle puisse y contribuer, qu'à éviter un développement socialement segmenté générateur d'exclusions. La prédominance de l'économie résidentielle à Bordeaux et les performances scolaires et universitaires très moyennes des jeunes Aquitains pouvant favoriser le sous-emploi et une relative pauvreté. Si c'est la visibilité internationale qui est, entre autres, recherchée, il est possible de jouer sur le périmètre géographique de cette entité. Rappelons que les classements internationaux considèrent Zurich, Rotterdam, Thessalonique et Bilbao comme millionnaires en utilisant sans vergogne des définitions très différentes (unités urbaines, départements, municipalités,...).

En considérant non La Cub mais le pôle urbain de Bordeaux, et sur la base de l'attractivité récente, donc des comportements migratoires actuels, on compterait 970 000 habitants en 2035. Ce périmètre de « pôle urbain » n'a pas vocation à définir une échelle optimale de gouvernance, il permet simplement, à nos yeux, de visualiser les contours d'un territoire dont il est envisagé d'acquérir la dimension.

Évolutions de la place des femmes et de la structure familiale

Marie-Thérèse Letablier est sociologue, directrice de recherche au CNRS, affectée au Centre d'Études pour l'Emploi (CEE) et à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I.

Ses principaux thèmes de recherche sont : l'emploi des femmes, l'individualisation des droits sociaux, l'articulation entre travail et vie familiale.

Construire un foyer constitue une composante majeure du mode de vie. Les évolutions de la famille sont fortement articulées et concomitantes avec l'évolution de la place des femmes dans la société. La famille conjugale qui a dominé jusqu'aux Trente Glorieuses n'existe plus et la famille se conjugue aujourd'hui au pluriel.

Une diversification des structures familiales

Un certain brouillage des repères familiaux

Le mariage n'est plus ce qui fonde la famille ou qui autorise à la fonder. Depuis 40 ans, le taux de mariage n'a cessé de décliner, si bien que la cohabitation hors mariage est devenue une norme pour les jeunes couples (un enfant sur deux naît hors mariage).

On compte aujourd'hui deux PACS pour trois mariages, avec un net essor du PACS.

Parallèlement, on note une évolution juridique ainsi qu'une revendication du droit au mariage et à l'adoption par les couples homosexuels. La famille nucléaire n'est donc plus la norme, et les structures familiales sont soumises à la négociation, aux arrangements quotidiens.

En contrepoint, l'impératif de travailler pour assurer son autonomie est bien là. L'individuation libère les hommes et les femmes des rôles prescrits par les institutions, la tradition, et en même temps les soumet à une obligation d'activité professionnelle.

Augmentation des séparations et divorces

Cette augmentation constitue un trait caractéristique de ces 40 dernières années, et explique la proportion constante des familles monoparentales et recomposées. 9 % des enfants mineurs vivent dans une famille recomposée en France métropolitaine. La plupart des enfants vivant dans une famille monoparentale ont leurs deux parents mais vivent principalement avec l'un d'eux. Signe de leur vulnérabilité, ces familles sont moins propriétaires de leur logement que les autres, et sont 10 % à partager leur logement avec d'autres personnes, souvent un parent.

Éclatement des formes familiales

Ces évolutions induisent des relations à l'espace très variées : les enfants ont à se déplacer entre les résidences de leurs parents, et le parent « non gardien » doit pouvoir héberger ses enfants lorsqu'ils lui rendent visite, ce qui accroît les problèmes de logement et de transport.

Par ailleurs, un nombre croissant de couples sont des « living alone together », couple vivant la plupart du temps séparés, pour de raisons souvent professionnelles.

Au total, en dépit du niveau satisfaisant de la fécondité en France (2 enfants par femme, 1er rang européen à côté de l'Irlande), la taille moyenne des familles s'est réduite, ce qui n'a pas réduit le besoin de logements, tout au contraire. Cette évolution est d'ailleurs observée depuis les années 1970, et accentuée par le vieillissement de la population et l'augmentation de l'espérance de vie (retard de la transmission patrimoniale).

En outre, les familles étendues avec plusieurs générations vivant sous le même toit sont devenues plus rares, phénomène de « décohabitation », avec, pour conséquence, la croissance des besoins en soins (« care ») pour les personnes âgées.

Et la femme, dans tout ça ?

Entre engagement professionnel...

Les femmes représentent près de la moitié de la population active (47 %) ; entre 15 et 64 ans, 65 % d'entre elles sont actives contre 74 % des hommes. Majoritairement aujourd'hui, les femmes ne s'arrêtent plus de travailler lorsqu'elles ont des enfants et c'est entre 25 et 49 ans, alors qu'elles assurent les charges familiales les plus lourdes, que leur taux d'activité a le plus augmenté : il a progressé de 23 points depuis les années 1970. Il décroît à partir de l'arrivée du second enfant puis surtout du troisième. Toutefois, encore 30 % des femmes occupent un emploi à temps partiel, contre moins de 6 % des hommes.

... et responsabilités familiales

Le ménage composé de deux adultes actifs est donc devenu la norme, ce qui impose une réflexion sur l'accueil des enfants et plus largement des personnes dépendantes. Aujourd'hui, lorsque les deux parents travaillent à temps complet, 55 % des enfants sont gardés par une assistante maternelle ou en crèche. Si entre trois et six ans, la majorité des enfants est à l'école, en revanche, les besoins ne sont pas entièrement couverts pour les enfants de moins de trois ans, si l'on se situe dans une politique de « libre choix » prônée par la politique familiale.

Le traitement de cette question au niveau communautaire laisse penser que dans un avenir plus ou moins proche, les enfants seront dotés d'un droit opposable à un mode d'accueil comme on le voit déjà depuis deux décennies dans la plupart des pays nordiques. En conclusion, si l'amour romantique reste un des pivots de notre société, les statistiques nous révèlent des histoires faites de séparations, de recompositions et de solitude. La liberté apporte de nouveaux espaces, mais aussi de nouvelles responsabilités et de nouveaux liens de solidarité.

« Un tiers des logements est occupé par une personne seule, un autre tiers par deux personnes. »
« Cela accroît les besoins de logement. Cela accroît également les besoins en matière de transport. Les enfants vivent de moins en moins dans l'espace limité de leur quartier. »

Enjeux d'éducation et de formation dans les grandes agglomérations

Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, **François Dubet** est sociologue, professeur à l'Université de Bordeaux II et directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ses principaux thèmes de recherche sont : l'école, l'exclusion scolaire, les lycéens et les institutions.

La compétition universitaire

Que nous le souhaitions ou non, la loi LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités, 2007) introduira une hiérarchisation au sein du monde universitaire. Toutes les mesures visent à faire émerger une quinzaine d'universités qui sortiront du lot, les autres se spécialisant et/ou se limitant à offrir des cursus courts, comme ceux du premier cycle ou les formations professionnelles. Rappelons que cette situation est celle de la plupart des pays qui comptent les universités les plus prestigieuses mais qui s'appuient aussi sur un réseau dense et efficace d'établissements visant des formations professionnelles, équivalents de nos BTS, IUT et petites écoles d'ingénieurs.

Cette hiérarchisation rompt avec une longue période de croissance démographique de l'enseignement supérieur, qui a tenu lieu, en France, de politique universitaire, en multipliant les universités et en décentralisant leurs antennes dans les villes moyennes.

Au sein de cette compétition, outre les ressources des universités, l'action politique sera décisive. On peut supposer que la capacité à coordonner (Bordeaux avec Toulouse, La Rochelle, Poitiers et même Bilbao), à proposer une « division du travail » entre les établissements (avec Pau) sera payante. Les universités « gagnantes » auront, à la fois, un potentiel scientifique et des capacités politiques fortes et conjointes avec les villes et les régions. Mais la compétition universitaire ne se fera pas uniquement « par le haut », par les laboratoires et la recherche, elle confrontera également les atouts de chaque ville. Sur ce point, les questions de l'accueil et du logement des étudiants sont fondamentales. L'attractivité, par exemple, des campus de Salamanque ou de Montréal est sans doute davantage imputable aux charmes de la ville qu'à l'excellence de leurs enseignements. Nous devons sortir du modèle cité U/« Rue de la soif », et offrir aux étudiants et aux enseignants chercheurs un meilleur accueil, une meilleure intégration dans la ville. Enfin, il nous incombe de proposer une vie culturelle active et une animation scientifique « grand public », conjointement élaborée par la ville et le monde académique.

La formation professionnelle

Alors même qu'ils dénoncent la sélection, les lycéens l'intègrent en choisissant, selon leur niveau, des filières sélectives allant des BTS aux classes préparatoires. Pour les autres, les parcours sont plus instables. Presque un étudiant sur deux changera d'orientation ou abandonnera en première année de fac, surtout en lettres et sciences humaines. Cette situation est d'autant plus mal vécue que le modèle français, fondé sur une forte emprise des diplômés sur les carrières, est aujourd'hui épuisé.

L'avenir réside dans un meilleur couplage études/travail. Les pays qui ont choisi cette voie – les pays scandinaves, la Grande Bretagne, l'Australie... – obtiennent de meilleurs résultats scolaires, souffrent de moins d'inégalités et de moins de frustrations. Les « jobs » étudiants ne doivent donc pas être un pisaller, les allers-retours entre travail et formation sont à favoriser car, non seulement, ils favorisent l'autonomie juvénile, mais ils participent à l'accès à l'emploi stable. Sur ce plan, on sait que la France ne forme pas assez les adultes et organise mal l'articulation de l'emploi et des études.

En outre, par opposition au thème de la « société de connaissance », n'oublions pas que les principaux gisements d'emplois sont dans les services (artisanat, services à la personne), dont les professions devraient être mieux qualifiées et, à terme, mieux reconnues. Nous devrions essayer de qualifier ces emplois plutôt que de pousser systématiquement vers des études longues sachant que le lien entre les formations longues et l'emploi se dégrade progressivement. Une grande agglomération peut-elle intervenir en la matière ? Oui, en participant à une politique conjointe du monde scolaire, économique et de la Région. Cependant, il n'est pas raisonnable de ne penser qu'en termes de marchés du travail locaux. Le temps des études, courtes ou longues, devrait favoriser la mobilité ; il n'est pas toujours bien d'étudier près de chez soi.

Une vie pour les enfants

Il suffit de visiter une ville américaine ou nord européenne pour comprendre à quel point nos villes françaises ne sont pas conçues pour les enfants. En effet, nous ne raisonnons qu'en termes d'équipements (crèches, soutien scolaire...), comptant davantage sur l'Etat que sur les réseaux sociaux ; or jamais les institutions ne parviendront à combler tous les « trous ». Si nous envisageons de densifier la ville, il est important de prévoir des espaces disponibles et relativement sécurisés, sinon les familles continueront à s'installer en zone pavillonnaire qui disposent, à l'inverse des grandes tours, d'espaces communs où une surveillance diffuse est possible. Ainsi, en complément indispensable à l'action étatique, il importe que l'agglomération encourage toutes les pratiques de collaboration initiées et menées par la société civile, telles le ramassage scolaire « spontané », l'engagement des parents dans les écoles... Le thème de la ville vivable laisse souvent les enfants de côté. Bien sûr, il faut repenser les systèmes des gardes, des crèches et, plus largement, la répartition des rôles familiaux. Mais il faut penser la ville afin que les enfants y disposent d'espaces propres et de mobilité.

« Dans la compétition des villes, le prestige des universités et la qualité d'accueil des étudiants jouent un rôle essentiel »

La métropole cosmopolite

Françoise Taliano-des Garets est professeur d'histoire contemporaine, chercheuse associée au laboratoire SPIRIT à Sciences Po Bordeaux. Spécialisée en histoire politique et culturelle, elle a travaillé sur les politiques culturelles des métropoles régionales et sur l'histoire culturelle de Bordeaux à l'époque contemporaine.

Dans le rapport rédigé par le groupe « Identité de l'agglomération » du C2D [NDLR : Conseil de Développement Durable de La Cub], le sociologue Didier Lapeyronnie insiste sur la complexité bordelaise : « Bordeaux se définit moins comme une ville unitaire que comme une juxtaposition de différents modes de vie de populations peu liées les unes aux autres... », « La dispersion géographique de l'agglomération ainsi que l'importance de la mise à distance implique une perte de toute forme d'identité particulière et commune. » Cette évolution sur le modèle des villes américaines lui paraît inquiétante. Parallèlement, les récits collectés par le groupe du C2D décrivent une ville sans frontière, ouverte sur le monde, dont on part aisément. A l'époque de la mondialisation elle n'échappe pas à la dynamique des flux.

Bordeaux, ville ouverte ?

Un site d'échanges et de contacts

Le cosmopolitisme n'a jamais été mis en avant par les élites de la ville alors même que Bordeaux a été, au cours de son histoire, en contact avec les ports du nord de l'Europe, les Antilles et l'Afrique, qu'elle a entretenu des liens avec la péninsule ibérique, qu'elle est riche d'une communauté juive bien acceptée. A trois reprises capitale de France, elle a vu affluer en 1940 des populations venues de toute l'Europe.

Les apports migratoires modérés du XX^e siècle

Bordeaux a été moins concerné par les vagues migratoires du XX^e siècle que d'autres villes françaises comme Lyon ou Marseille, étant à l'écart de l'axe industriel européen. Néanmoins la ville a accueilli les Sénégalais venus travailler comme dockers dans les années 1920, les Espagnols fuyant le franquisme dans les années 1930, une nouvelle vague ibérique, espagnole et portugaise pendant les Trente Glorieuses et des populations africaines et maghrébines. L'agglomération porte la marque de ces flux, notamment les quartiers Saint-Michel, Capucins et cours de l'Yser qui restent des points d'arrivée des migrants. Les Hauts-de-Garonne concentrent aujourd'hui le gros des migrants mais, rive gauche, l'implantation est aussi vérifiable bien que plus dispersée.

Segmentation spatiale plutôt que ségrégation ?

La part des migrants de nos jours dans l'agglomération bordelaise est relativement faible (6 %), inférieure de deux points à la moyenne nationale. Les Espagnols et les Portugais en représentent le tiers ; les deux autres tiers sont composés de migrants venant de pays non européens, essentiellement du Maghreb et de Turquie (cf. Emile Victoire). Originalité positive, Bordeaux n'a pratiquement pas connu les émeutes de banlieues de l'automne 2005, probablement en raison d'une pauvreté moindre et d'une faible ghettoïsation que le tramway contribue à atténuer. Le brassage social sur les quais rive gauche en est le signe.

Une société plus mobile et plus diversifiée

La relative modestie de l'empreinte migratoire ne doit cependant pas masquer une impression de brassage qui devrait s'accroître. Une ville plus ouverte au monde est en train de se dessiner. La LGV, la restructuration du quartier de la gare, l'agrandissement de l'aéroport en sont autant d'indicateurs.

Des catégories de populations mobiles toujours plus nombreuses

Les universités redeviennent une composante importante des villes européennes (cf. Patrick Le Galès). A Bordeaux, la population étudiante approche les 700 000 personnes, une population essentiellement de passage qui compte de plus en plus d'étrangers. Elle investit un campus désormais désenclavé mais aussi les quartiers historiques, et devrait continuer sa progression si Bordeaux réussit son Plan Campus. Une autre catégorie de migrants temporaires est de plus en plus présente, les touristes qui contribuent à la diversité de Bordeaux (label UNESCO). Enfin, si Bordeaux se révèle ville créative, elle attirera sans doute davantage encore une bourgeoisie mondiale et mobile (cf. Leslie Sklair).

Les enjeux de la ville cosmopolite

L'intensité de ce brassage de populations dépendra des potentialités économiques de la ville. Il induit un double défi celui de l'intégration et celui de l'identité, la diversité culturelle ne devant pas aboutir à fragmenter les communautés. Mais la ville cosmopolite est aussi celle dont on a du mal à identifier les limites car elle ne cesse de s'étendre, l'identité n'étant « ni première, ni pérenne » (cf. Bertrand Badie).

À l'image de Nantes avec son passé portuaire ou de Bilbao avec son Guggenheim, les villes construisent leur stratégie autour d'une image. L'inventivité des politiques urbaines pourrait aussi à l'avenir se juger à leur capacité à créer une solidarité cosmopolite, au sens de Jürgen Habermas, à réactiver un projet universaliste. La ville de Montaigne ne saurait l'oublier.

Repères bibliographiques

- **François Ascher**, *L'âge des métropoles*, Editions de l'Aube, 2009
- **Bertrand Badie**, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, 1995
- **Paul Butel**, *Les dynasties bordelaises*, Perrin, 1991
- **C2D de l'agglomération bordelaise**, *Identité de l'agglomération ou agglomération d'identités, radioscopie du territoire bordelais*, 2010 Disponible sur www.cub.fr, rubrique grands projets/BM 3.0
- **Jean Haëntjens**, *Le pouvoir des villes ou l'art de rendre désirable le développement durable*, Editions de l'Aube, 2008
- **Pierre Laborde**, *Bordeaux Métropole régionale ville internationale ?*, Documentation française, 1998
- **Jürgen Habermas**, *Après l'Etat Nation, une nouvelle constellation politique*, Fayard, 2000
- **Patrick Le Galès**, *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Presses de Sciences Po, 2003
- **Olivier Mongin**, *La condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*, Seuil, 2005
- **Leslie Sklair**, *The Transnational Capitalism Class*, Oxford, Blackwell, 2001
- **Emile Victoire**, *Sociologie bordelaise*, La Découverte, 2007

«Cosmopolite désigne celui qui se considère citoyen de l'univers, qui vit indifférent dans tous les pays, mais aussi celui qui s'accommode de tous les pays»

THÈME 2 : PROSPECTIVE DE LA VILLE INTELLIGENTE

Culture, une métropole qui se cherche

Françoise Taliano-des Garets est professeure d'histoire contemporaine, chercheuse associée au laboratoire SPIRIT à Sciences Po Bordeaux. Spécialisée en histoire politique et culturelle, elle a travaillé sur les politiques culturelles des métropoles régionales et sur l'histoire culturelle de Bordeaux.

Certes La Cub n'est pas dotée de la compétence culturelle mais il suffit de regarder ce qui se passe ailleurs pour se convaincre de la nécessité d'examiner ce champ du possible. Aucun projet d'envergure aujourd'hui ne semble laisser la culture de côté (voir Bilbao, Barcelone, Montréal...), alors que la question culturelle se pose dans un contexte d'ouverture internationale, de désengagement de l'Etat et de flottement du sens à donner à l'action. Quelles que soient les implications de la réforme territoriale en cours, la métropole devra être en mesure de relever le défi d'un développement intégrant la culture.

La culture comme moteur de développement

Une prise de conscience ancienne réactivée

L'intérêt du politique pour la culture à Bordeaux ne s'est pas démenti depuis les années 1920. Les maires Adrien Marquet et Jacques Chaban-Delmas ont su utiliser précocement cet outil facteur de rayonnement externe (expositions universelles, Grand Théâtre, festival Sigma, CAPC, ...). La restructuration urbaine menée par Alain Juppé depuis 1995, n'a d'abord pas placé la culture en réelle priorité mais a pris en compte l'identité portuaire (aménagement des quais) et patrimoniale (label UNESCO). Depuis la candidature de la ville au rang de Capitale européenne de la culture en 2007, un mouvement semble s'être enclenché, avec la mise en place d'un grand événement (Evento) et la recherche, certes tardive par rapport à Nantes ou Lyon, de lieux/quartiers emblématiques (Caserne Niel, Centre culturel et touristique du vin).

Culture et économie créative

La conception qui a longtemps prévalu en France est celle d'une culture relevant du domaine de l'exception faisant mauvais ménage avec l'économie. Le modèle libéral dominant, les réalités budgétaires et la prise de conscience des retombées économiques potentielles de la culture ont fait reculer cette conception. Ainsi tourisme et culture font-il couramment partie du discours de légitimation de la politique culturelle bordelaise. Le touriste d'aujourd'hui est peut-être l'investisseur de demain (cf. Jean Haëntjens). Mais est-on à Bordeaux dans un schéma d'économie créative? Assiste-t-on aux prémices d'une politique attractive vis-à-vis de ce que les chercheurs Richard Florida et Charles Landry ont appelé « creative class »? Attirée par une offre culturelle de qualité, cette « creative

class » favoriserait le développement urbain. La culture serait donc un levier pour sortir de la désindustrialisation ou restructurer des quartiers. Bassins à flot, Belcier, Bastide, Chartrons, rentrent peut-être déjà dans ces problématiques. La gentrification en serait la conséquence.

Atouts et faiblesses de la métropole bordelaise

Points forts

Bordeaux dispose d'une expérience en matière de politique culturelle et peut s'appuyer sur un bon réseau de partenaires publics : DRAC, ECLA, FRAC, IDDAC, OARA.

Elle est riche d'un patrimoine exceptionnel, d'institutions labellisées (Opéra de Bordeaux, TnBA, CNR, CAPC), de rendez-vous culturels diversifiés et réguliers et d'un vivier d'acteurs culturels en émergence.

Points faibles

Le territoire de La Cub est éclaté culturellement, à l'exception de la rive droite et de rapprochements ponctuels (Blanquefort/Saint-Médard-en-Jalles; Carnaval des deux rives).

La commune centre se distingue par une prééminence de la culture institutionnalisée et le poids des charges de centralité. Peu de passerelles existent entre culture institutionnalisée et cultures émergentes. On remarque l'absence d'un musée de niveau international. Les marqueurs identitaires comme le vin, le fleuve, l'ouverture sur la nature, sont sous-exploités.

Vers une consolidation de la métropole créative

La ville créative au service de ses habitants et de ses artistes

Plusieurs pistes peuvent être imaginées :

- une mesure des pratiques culturelles qui permettrait de détecter les flux culturels ou encore la création d'un forum culturel numérique de manière à identifier les attentes;
- la création de résidences d'artistes;
- la création d'un conseil des arts métropolitains (Montréal).

Consolider l'identité

Par l'appui à un projet artistique ou à un équipement transcommunal, la mise en réseau des espaces culturels et paysagers, la création d'un musée de niveau international.

La culture, une réponse à l'éclatement communal

L'adoption de la compétence culturelle pourrait idéalement favoriser la cohésion de La Cub et le passage au stade de la métropole. Dans l'attente de la réforme territoriale en cours, une politique culturelle des petits pas et de soutiens ponctuels aux projets transcommunaux semble la solution immédiate la plus réaliste.

Repères bibliographiques

- **Jean Haëntjens**, *Le pouvoir des villes ou l'art de rendre désirable le développement durable*, Editions de l'aube, 2008
- **Frédéric Leriche, Sylvie Daviet, Mariette Sibertin-Blanc, Jean-Marc Zuliani**, *L'économie culturelle et ses territoires*, Presses Universitaires du Mirail, 2008
- **Corinne Siino, Florence Laumière, Frédéric Leriche**, *Métropolisation et grands équipements structurants*, Presses Universitaires du Mirail, 2000
- **Françoise Taliano-des Garets**, *Les métropoles régionales et la culture 1945-2000*, Comité d'histoire du ministère de la culture/Documentation française, 2007
- **Françoise Taliano-des Garets**, *Etude comparée des politiques de rénovation urbaine par la culture des années 1970 à nos jours, Bilbao, Bordeaux, Nantes*, (colloque CEMMC, 2 juin 2010, à paraître)
- **Yannis Tsiomis, Volker Ziegler**, *Anatomie de projets urbains, Bordeaux, Lyon, Rennes, Strasbourg*, Editions de la Villette, 2007
- **Elsa Vivant**, *Qu'est-ce que la ville créative?*, PUF, 2009

Réactions de Maria Muhle (extraits) :
 « Ce qui m'a paru également très intéressant est la remarque de Vincent Feltesse concernant le miroir d'eau comme nouveau symbole de Bordeaux du fait qu'il a été en quelque sorte « détourné » de son usage et que la population bordelaise se l'est appropriée. Il est évidemment impossible de planifier ou de projeter ces moments de détournements [...] mais il serait peut-être intéressant de réfléchir à la possibilité d'un espace urbain qui serait assez « ouvert » pour que l'aléatoire puisse survenir [...]. »

L'avenir économique et industriel des villes

Gilles Le Blanc est spécialiste en économie industrielle, professeur d'économie à l'École Mines Paris Tech et chercheur au CERNA.

Trois thèmes prospectifs touchant aux activités économiques seront développés ici pour alimenter le débat.

La profonde évolution de nos industries

Des nouvelles demandes à la dimension industrielle

Si les productions manufacturières traditionnelles sont très négativement touchées par la globalisation des entreprises et la concurrence croissante des pays émergents, sans que rien ne laisse espérer de renversement du processus, il convient cependant de ne pas se désintéresser de l'industrie. En effet, les nouvelles demandes sociétales concernant l'environnement, la santé, la culture revêtent toutes une dimension industrielle. Le cœur de la logique industrielle consiste en effet à sélectionner un petit nombre de technologies, de produits, de solutions, et les standardiser, afin de bénéficier d'économies d'échelle dans leur fabrication en masse. Une industrialisation maîtrisée et pertinente est ainsi la clé de la démocratisation souhaitée des innovations environnementales ou de santé, qui resteront sinon à l'état de niches de luxe réservées aux ménages les plus fortunés et les mieux informés.

L'ère de la norme unique est révolue

Le second point à souligner concernant les nouvelles demandes sociétales est leur fort degré de différenciation entre et à l'intérieur des territoires (en fonction de leur taille, leurs modes d'urbanisation, la pyramide des âges des populations, les préférences culturelles, le climat...). Contrairement aux équipements domestiques traditionnels (téléphone mobile, télévision, réfrigérateur, automobile...), il est alors vraisemblable qu'une seule norme ou standard ne s'imposera pas à l'échelle mondiale, mais qu'il coexistera plusieurs solutions adaptées aux caractéristiques propres de chaque espace social et économique.

La ville en pole position de l'innovation

Par ailleurs, il faut noter l'importance de l'organisation urbaine dans la formation des demandes émergentes en matière d'environnement, de culture et de santé. L'expérimentation et les projets pilotes locaux auront un rôle important dans la mise au point, la validation, et la popularisation des innovations. Les villes seront donc logiquement des acteurs majeurs de l'émergence et du développement de nouvelles filières.

Les raisons d'une innovation désormais protéiforme

Le second thème à prendre en compte porte sur la variété croissante de l'innovation dans nos économies. Pendant longtemps, un modèle a dominé, s'appuyant sur des produits high tech, des entreprises championnes nationales avec leurs grands laboratoires de recherche intégrés et des commandes publiques pour lancer le marché. Mais ce modèle est aujourd'hui de plus en plus remis en cause et, semble-t-il, de manière irréversible. Trois grands facteurs explicatifs peuvent être identifiés.

Tout d'abord, la nécessaire variété d'acteurs pour stimuler l'innovation. De nombreuses études soulignent combien les interactions entre acteurs différents (grands groupes, PME, laboratoires, universités) mais aussi entre secteurs distincts sont sources de synergies et d'innovations. L'essor du phénomène d'open innovation pousse encore plus loin cette évolution.

En second lieu, le poids croissant de l'innovation non technologique bouleverse les équilibres antérieurs. Désormais, inventer une nouvelle combinaison de produits et services (triple, quadruple-play des opérateurs télécoms), proposer une tarification inédite (forfait illimité dans le mobile, échange de batteries de voitures électriques de Better Place), offrir un confort d'utilisation par l'ergonomie du produit (iPod, iPhone, iPad) sont des facteurs de compétitivité et de succès sur le marché au moins aussi importants que les performances techniques. Enfin, il faut tirer toutes les conséquences des besoins sociétaux de santé, d'environnement ou de culture. Dans ces cas-là, il n'y a pas une seule solution technique naturelle ou évidente s'imposant et devant concentrer tous les efforts, mais plutôt une large variété de trajectoires à explorer (techniquement et en termes de business models). Les pouvoirs industriels et politiques ont ainsi tout intérêt à encourager une large variété d'expérimentations et d'essais.

Les limites de la délocalisation : un frein à l'innovation ?

L'histoire industrielle du dernier siècle a été celle d'une fragmentation croissante des activités en étapes distinctes et leur localisation dans des sites spécialisés. Les centres urbains et leurs périphéries se sont ainsi séparés des lieux de productions. La globalisation accélérée des économies depuis une trentaine d'années a ajouté une dimension géographique à cette évolution et, à la suite d'investissements à l'étranger et de délocalisations, augmenté encore plus les distances entre les différents établissements d'une même entreprise.

Toutefois, l'éloignement apparaît aussi comme un frein à la bonne coordination des fonctions de conception, de production, de commercialisation au sein de l'entreprise, qui exige d'importants et fréquents flux d'information. La proximité et les gains qu'elle offre peuvent ainsi contrebalancer des coûts plus faibles. C'est en particulier vrai dans le domaine de l'innovation où les dépenses en installations et salaires pèsent certes, mais où le résultat des efforts peut varier grandement, contrairement à la fabrication qui est désormais largement rationalisée et donc prévisible.

Cela soulève des enjeux spécifiques en termes de zone d'implantation, de main d'oeuvre, de moyens de communication et de transport. Par exemple, concernant les futures opportunités industrielles liées à la santé et l'environnement – et qui ont une forte spécificité locale – il semble absolument nécessaire de regrouper sur un même territoire les capacités de conception, de R&D et de production. Cela constitue un défi majeur pour les métropoles, en rupture avec les logiques du passé.

« Une industrialisation maîtrisée et pertinente est [...] la clé d'une démocratisation des innovations »

Les enjeux de la ville post-carbone et le positionnement de Bordeaux

Jacques Theys est prospectiviste, directeur du centre de prospective de la Délégation au développement durable, responsable de la Mission Prospective du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer.

Bordeaux : un positionnement « moyen » parmi les villes durables

Le modèle de « ville durable », dans sa conception classique, c'est-à-dire environnementale, s'est imposé depuis une dizaine d'années aux villes comme une norme implicite ; il est difficile d'imaginer que cette dynamique soit remise en cause à l'avenir.

Bordeaux est, avec quelques autres – Montpellier, Nantes, Grenoble... –, une des rares villes françaises qui se soit clairement positionnée à l'échelle européenne sur la thématique de la ville durable. Mais parmi les 35 villes ayant candidaté au titre de « capitale verte européenne » (équivalent vert de la capitale européenne de la culture), Bordeaux n'a finalement obtenu qu'un rang assez modeste, le 22^e. On constate qu'elle a été bien classée dans les domaines classiques de l'environnement, comme la qualité de l'eau, de l'air, mais bien moins sur des thématiques plus nouvelles, notamment sur l'énergie et le climat (dernière ex aequo).

Bordeaux semble donc dans ce domaine plus réactive que proactive.

La « ville durable » : transformer 5 contradictions en synergie

Au-delà des « Agendas 21 », des notions de « ville compacte », « éco quartiers », « mobilité douce », la « durabilité » d'une ville réside dans sa capacité à mettre en cohérence tous ces outils et ces approches, issus du langage du développement durable et des urbanistes.

Mais si la « ville durable » a été le moyen de gérer ces contradictions, elle n'a fait que les déplacer, essentiellement, si bien que de nouvelles apories sont apparues :

1. La relation à la nature

Les partisans de la « ville durable » sont favorables aux « villes compactes », aux trajets courts, donc à une certaine urbanité. Or c'est précisément au nom de cette urbanité et de cette opposition ville-nature que le modèle pavillonnaire a été érigé, moyen de se rapprocher de la nature. Trois conceptions de la nature s'opposent aujourd'hui, qu'il faudra dépasser : la nature comme limite, comme lieu d'agrément et comme système productif.

2. La modernité urbaine

La charte d'Aalborg, adoptée dans la ville danoise en 1994 et présentée comme une « anti-Charte d'Athènes » apporte une vision de la ville finalement très conservatrice, centrée sur les services et les lieux, en oubliant les flux, l'économie, et déconnectée du reste de l'espace urbain.

3. La dimension sociale

La ville durable se rêve passerelle entre la vision technique des écologistes et urbanistes, et la vision des habitants. En réalité, elle crée de nouvelles discriminations par son « écologie de standing ».

4. La démocratie

Associée à la participation, à l'autonomie, à la décentralisation, la « ville durable » impose aussi un nouvel « évangile technocratique ». Or il semble nécessaire de travailler sur l'innovation institutionnelle, propre à imaginer de nouveaux systèmes de participation locale.

5. L'équilibre local/global

La « ville durable » veut à la fois sauver la planète et développer l'autonomie au niveau local. Il reste à trouver des articulations entre ces deux modes d'actions.

Si Bordeaux veut s'engager résolument dans une perspective de « durabilité », elle doit garder à l'esprit toutes ces contradictions.

De « ville durable » à « ville post-carbone » : un défi pour Bordeaux

C'est la première fois dans l'histoire que l'ensemble des villes va se trouver confronté à une contrainte en partie extérieure : à l'horizon 2050, division par 4 des émissions de gaz à effet de serre, autonomie par rapport au pétrole. C'est l'hypothèse d'un passage de la société « post » à une société « bas » carbone ; c'est aussi le passage d'une problématique urbaine fortement localisée à une problématique globale ; c'est, enfin, la prise de conscience des contraintes du temps long et de ses opportunités (économie verte et nouveaux emplois).

Bordeaux est particulièrement concernée par cette problématique de transition vers une métropole « post-carbone ». D'abord, parce que tout le Sud-Ouest va être particulièrement touché par le réchauffement climatique. Ensuite, parce que la ville est, sous de nombreux aspects – littoral, estuaire, nappes phréatiques, économie viticole –, vulnérable. Enfin parce que la métropole peine à freiner un étalement urbain qui concerne désormais tout le département de la Gironde.

THÈME 3 : PROSPECTIVE DE L'ORGANISATION URBAINE

Mobilité au quotidien et forme urbaine

Guillaume Pouyanne est docteur en sciences économiques, maître de conférences à l'Université Bordeaux IV-GREThA (Groupe de Recherche en Économie Technique et Appliquée). En 2004, il soutient sa thèse « Forme urbaine et mobilité quotidienne ». Ses principaux thèmes de recherche sont : l'étalement urbain, la ségrégation urbaine, la « ville compacte », l'accessibilité, la dépendance automobile...

Des constats : l'automobile toujours reine entraîne la « vulnérabilité » des plus fragiles

On le sait, la mobilité quotidienne est aujourd'hui largement dominée par l'automobile, tant en termes de possession que d'usage : 82 % des ménages ont une voiture et passent en moyenne 1h par jour au volant (2006). Les motifs de ces déplacements sont réglés par la règle dite « des trois tiers » : 1/3 pour les loisirs, 1/3 pour les achats et l'accompagnement, 1/3 pour motif professionnel ou études.

Les évolutions que nous constatons sont les suivantes : les taux de possession automobile augmentent, les déplacements se complexifient : ils sont « multi-objectifs » et assimilables à des « pérégrinations » (Marc Wiel) ; enfin, les trajets ne sont plus majoritairement « radiaux » (entre centre et périphérie), mais périphériques. Ces trois évolutions, en complexifiant les comportements de déplacements quotidiens, rendent difficile, pour les décideurs politiques, la proposition de solutions alternatives performantes. Pourtant, dans une perspective de développement urbain durable, la domination de l'automobile tend à être combattue : d'abord, parce qu'elle induit des dégradations de l'environnement : pollutions, émissions de gaz à effet de serre, etc. Ensuite, pour des raisons de « vulnérabilité énergétique ». L'automobile coûte cher, charge d'ailleurs fortement sous-estimée par l'utilisateur (de 1 à 4) : il représente 15 % du budget des ménages en coût réel, c'est-à-dire en incluant l'achat, l'entretien, le carburant, l'assurance... – et jusqu'à 40 % en moyenne dans certaines zones. La question de la « vulnérabilité énergétique » nous semble donc très préoccupante à l'horizon 2025, les ménages résidant loin de la ville étant souvent à revenu faible ou intermédiaire, et ayant dû s'éloigner pour accéder à la propriété.

Des solutions : comment combattre la domination de l'automobile dans les déplacements quotidiens

Développer les modes de transports doux, l'auto partage, le covoiturage, bien sûr. Mais, plus fondamentalement, il est nécessaire de lutter contre l'étalement urbain, non seulement pour des raisons architecturales et esthétiques (lotissements), ou pour éviter une consommation excessive d'espace ; mais aussi, plus fondamentalement, pour infléchir les comportements de mobilité quotidienne. En effet, étalement urbain et usage de l'automobile sont en interaction : si d'un côté, l'automobile a permis l'extension du périmètre urbanisé et le découplage entre urbanisation et réseau de transport, de l'autre, les faibles densités périurbaines provoquent une « dépendance automobile » des résidents (G. Dupuy).

Le nouveau credo est « la ville compacte », érigée en alternative au développement résidentiel périphérique de faible densité. Il s'agit non seulement d'encourager une densification des nouvelles constructions, mais aussi de « combler les vides » dans le périmètre urbanisé. Au-delà, il semble nécessaire d'aménager, selon des principes comparables, les zones commerciales périphériques monofonctionnelles et peu denses, composées de « boîtes à chaussures géantes » (*La Ville Franchisée*, D. Mangin). La « ville compacte » ne se caractérise pas par une simple ode à la densité et au développement urbain continu. Ainsi, la polyfonctionnalité des espaces dans la ville est une condition nécessaire (mais non suffisante) d'une « ville des courtes distances », où le lieu d'emploi et le lieu de résidence peuvent être rapprochés. Enfin, l'organisation de l'agglomération en un réseau polycentrique sur lequel est adossé un réseau de transports en commun, est également une des pistes d'aménagement de l'espace urbain permettant d'offrir une alternative efficace à la domination de l'automobile, et de modifier les comportements vers une mobilité plus « durable ». S'inspirant de ces thèmes, un mouvement a pris forme aux États-Unis : le Nouvel Urbanisme (Plater-Zyberck, Duany...), qui défend la smart growth ou « croissance [urbaine] intelligente ». En France, il se décline, à la marge encore, sous la forme d'« écoquartiers ».

« un regard d'économiste et de bordelais sur les deux sujets principaux de mes recherches : la mobilité quotidienne et les formes urbaines »

Une lecture de « Bordeaux Métropole 2025 » avec des lunettes de santé environnementale

Isabelle Farbos est docteur en génétique et en biologie moléculaire spécialisée en santé environnementale (Université Bordeaux II). Elle est co-fondatrice de l'association Habitat Santé Environnement (HSEN).

L'urbanisme au service de la santé

Depuis toujours, les villes sont à même d'agir sur la santé des citoyens. Au XIX^e siècle des actions d'urbanisme sont mises au service de la santé :

- fosses sceptiques et début du tout-à-l'égout ;
- premiers champs d'épandage, les eaux usées sont utilisées comme engrais ;
- le water-closet.

Ces innovations avaient pour but de vaincre les maladies contagieuses, comme la peste, le typhus, le choléra.

C'est en 1989, lors de la conférence de l'OMS, que la thématique « santé - environnement » a été définie : « La santé environnementale comporte les aspects de la santé humaine et des maladies qui sont déterminées par l'environnement. »

Dès lors, la France s'est engagée à mettre en œuvre un plan d'action national pour l'environnement et la santé. En 2003, la Commission européenne a présenté une stratégie visant à « améliorer la prise de conscience de la relation existant entre l'environnement et la santé, en particulier celle des enfants ».

Cette stratégie a abouti à un Plan d'action européen 2004-2010 en faveur de l'environnement et de la santé, suivi par un Plan National Santé Environnement en 2004 (PNSE), révisé en 2009.

Ses recommandations sont déclinées au niveau régional par le Plan Régional Santé Environnement (PRSE2), publié en 2010.

pour les humains via les aliments qu'ils consomment (changement du milieu marin, algues toxiques dans les poissons, huîtres), l'air qu'ils respirent (smog, augmentation du pollen, ozone), l'eau qu'ils boivent (contamination de l'eau potable par suite de fortes pluies), l'exposition aux événements météorologiques extrêmes et les maladies infectieuses portées par les insectes, rongeurs (aire de répartition modifiée)... Face à cette situation, nous devons changer notre mode de vie ; mais comment y arriver dans un environnement qui ne permet pas ou ne facilite pas ce changement ? Là, l'urbanisme a sa carte à jouer car c'est au niveau des quartiers, là où vivent les personnes, qu'il faut combattre les maladies cardiaques, les problèmes respiratoires, l'obésité, les maladies mentales, les cancers (...), en influençant l'air qu'ils respirent à l'extérieur mais aussi à l'intérieur des logements, l'eau qu'ils boivent (qualité et quantité), ce qu'ils mangent (qualité et fraîcheur du produit), le lieu où ils travaillent, où ils se relaxent en ville, les opportunités de faire des exercices physiques, le confort dans leur sommeil, comment ils se rendent au travail ou à l'école, où les enfants évoluent (cours d'école, aire de jeux, stade sans pulvérisation d'herbicide), où ils trouvent de la fraîcheur lors des canicules, où ils créent des liens sociaux...

L'urbanisme doit rapidement concrétiser cette nouvelle approche dans le plan d'aménagement. Nous devons nous organiser aujourd'hui pour répondre aux besoins vitaux en 2025.

- entre l'urbanisation/bétonnage et qualité de l'eau, nappes phréatiques :

Défi de l'urbaniste :

- Favoriser l'infiltration des eaux de pluie dans le sol pour filtrer l'eau et remplir les nappes phréatiques (eau exempte d'agents infectieux et de contaminants dangereux)
- Bassins paysagers de récupération des eaux pluviales
- Haies

- Toitures végétalisées afin d'augmenter la perméabilité du site, d'améliorer la rétention d'eau mais aussi de participer au confort - qu'il soit thermique, acoustique ou visuel et à la performance énergétique des constructions

- Eliminer les lieux de reproduction des moustiques pour éviter les traitements à la deltaméthrine (toxiques pour les animaux marins)

- entre matériaux de construction/qualité de l'air intérieur des logements et asthme, irritation des yeux du nez, certains cancers :

Défi de l'urbaniste :

- Utiliser des matériaux de construction qui protègent la santé (PVC interdit), des matériaux de fabrication locale (pour éviter le transport et favoriser l'emploi), des matériaux renouvelables

- Implanter les bâtiments sur des sols non pollués ou préalablement dépollués

- Assurer un meilleur renouvellement de l'air intérieur
- entre gestion de la voirie (pesticide), transport et irritation des yeux, nez, gorge, exacerbation des symptômes de l'asthme, des allergies, risque élevé de certains cancers

Défi de l'urbaniste :

- Purification de l'air par le végétal (fixe les polluants et les poussières, azotes, phosphores, métaux lourds)

- Conception de la voirie/espaces verts permettant de réduire l'utilisation des pesticides en milieu urbain

- Initiatives visant les sources de pollutions nationales comme le transport ou régionales comme les pesticides en viticulture

- Zones humides pour capter les poussières.

Avec ces lunettes, il s'agit d'identifier tous les liens, - d'où la nécessité d'une équipe de travail pluridisciplinaire - et de voir comment l'urbanisme peut créer une métropole qui amènera le bien-être et la santé aux habitants.

L'environnement, un enjeu de santé publique

Aujourd'hui, les vulnérabilités en santé de la population ont beaucoup évolué.

On parle d'obésité, de sédentarité, de maladies chroniques, de molécules indésirables dans le corps humain... De nouvelles pathologies sont suspectées d'être en partie liées à l'environnement, notamment la maladie de Parkinson et celle d'Alzheimer, sous l'effet possible de pesticides, de métaux lourds et de solvants.

Les phtalates, les dioxines, les hormones de synthèse, les xeno-oestrogènes et les pesticides, constituent un facteur de stérilité et augmentent les risques de cancers. Mais, les modifications de l'environnement sont également supposées jouer un rôle dans l'accroissement des maladies allergiques telles que l'asthme, de l'obésité et des diverses pathologies associées.

De plus, il est prévu que les changements climatiques augmentent les risques

L'urbanisme doit se mettre à nouveau au service de la santé, ce qui constitue un véritable défi

Pour analyser les enjeux de la santé environnementale, il existe trois lunettes :

- les lunettes environnementales : par l'entrée des milieux (air, eau, sol) et des polluants
- les lunettes sanitaires, qui passent au crible les pathologies d'origine environnementale
- les lunettes populationnelles, distinguant les populations fragiles.

Avec ces lunettes « triple foyers », on voit la transversalité, c'est à dire les liens :

- entre l'accessibilité aux espaces verts (déterminée par l'utilisation des sols et les systèmes de transport) et les maladies cardio-vasculaires - l'obésité et ses maladies annexes :

Défi de l'urbaniste :

Favoriser l'exercice physique et la vie active : espaces verts de proximité, pistes cyclables, clôtures.

Pédibus pour aller à l'école, accès facile aux besoins du quotidien (chemin sécurisé), promotion de la santé nutritionnelle, jardins communautaires...

« Il existe un lien ombilical entre urbanisme et santé qui se manifeste soit à travers des effets directs sur la santé (santé physique), mais aussi des effets indirects sociaux (bien-être général, psychologique et mental). »



CONTRIBUTIONS D'EXPERTS INTERNATIONAUX

Les experts internationaux présents

- **Margarita Angelidou**, chercheuse et urbaniste, Urenio, Université de Thessalonique, Grèce
- **Paul Gerretsen**, architecte-urbaniste, directeur de l'Association Deltametropolis, Pays-Bas
- **Seow Kah Ping**, directeur du groupe URA International (agence de conseil en rénovation urbaine), Singapour
- **Werner Heinz**, ancien chercheur et conseiller auprès des collectivités locales au sein de l'Institut allemand pour les affaires urbaines (Difu), Cologne, Allemagne
- **Willie Miller**, Architecte, Glasgow, Royaume-Uni
- **Jorge Honorio**, Parque Expo, Portugal
- **Bert Mc Clure**, Architecte urbaniste américain, Saint-Cloud, France
- **Arkaitz Fullaondo**, sociologie urbaine, Derio-Bizkaia, Pays Basque, Espagne
- **Jonathan Woodroffe**, S333 Architecture + Urbanism Ltd, Londres, Royaume-Uni
- **Kanako Iuchi**, Banque mondiale, Washington, États-Unis

Une contribution d'experts internationaux à Bordeaux Métropole 3.0

L'INTA (Association Internationale du Développement Urbain) réunit plus de 2 000 membres (collectivités locales, aménageurs et institutions gestionnaires de services publics, États ou membres individuels), associés et partenaires dans une soixantaine de pays, ayant vocation à faciliter les échanges d'expériences et de pratiques en matière de développement urbain intégré et à apporter son appui à la construction de stratégies de développement local. Les objectifs et les travaux du programme « Objectif 2030 » conduit en 2010 par l'INTA sont en parfaite adéquation avec Bordeaux Métropole 3.0. L'action de l'INTA consiste à fournir à ses membres un service d'aide au développement dans le but de définir l'utilisation la plus appropriée de l'espace urbain, à identifier les potentialités de développement et à favoriser les relations entre secteurs publics et privés, dans les programmes urbains de rénovation, de revitalisation ou de développement. Il s'agit donc d'une association internationale unique en son genre qui facilite l'organisation d'échanges d'expériences et de pratiques sur le fonctionnement du développement intégré urbain.

La Communauté urbaine de Bordeaux, adhérente à l'INTA, a souhaité réunir, à Bordeaux, du 28 novembre 2010 au 4 décembre 2010, un « panel d'experts internationaux » pour mener une réflexion sur le futur de notre métropole. Leurs propositions et réflexions, nourries de la rencontre des acteurs locaux, feront l'objet d'un rapport qui viendra contribuer à la démarche Bordeaux Métropole 3.0

Ce panel s'est organisé en 3 temps :

- Compréhension et échanges sur les enjeux du territoire de la métropole bordelaise :
 - visites de sites
 - des auditions individuelles avec des personnalités locales et 3 ateliers prospectifs réunissant les panélistes internationaux et des acteurs locaux autour de 3 thèmes.
 - Production d'une vision stratégique sur le futur de la métropole bordelaise, élaborée dans le cadre d'un travail « en chambre » des panélistes, les jeudi 02/12 et vendredi 03/12.
 - Une restitution publique des conclusions du panel : samedi 04/12 de 10h30 à 12h30 à l'Hôtel de Cub en présence du Président de La Cub.

Trois ateliers prospectifs et une réunion avec le Conseil Scientifique

Trois ateliers prospectifs d'environ 3 heures, sur des grandes thématiques transversales, ont permis au panel d'appréhender la vision et les préoccupations locales. Ce format introduit un échange entre les expériences internationales et les potentialités locales.

Atelier 1 : La nouvelle production urbaine : nouveaux lieux et nouveaux modes de production industrielle, économique, de services et de connaissances.

Les problématiques : les nouveaux modèles économiques, les dynamiques urbaines dans la ville de demain, place pour l'innovation, les technologies, l'économie résidentielle, économie de la connaissance et du savoir.

Atelier 2 : Métropole en mouvement et modes de vie sobres : préservation de l'environnement, évolution des ressources naturelles, mobilité de demain.

Les problématiques : modes de vie et de consommation, préservation des ressources naturelles, environnement.

Atelier 3 : Place et rayonnement de la métropole bordelaise dans le réseau des villes du grand Sud-Ouest européen ?

Les problématiques : positionnement, spécificités, réseaux, coopération, gouvernance, aux différentes échelles : régionales, nationales et internationales.

Dans le cadre d'une réunion de travail entre les panélistes internationaux de l'INTA et les membres du Conseil Scientifique (cf. page 32), le sujet « Entre sociétés de plus en plus uniformisées et territoires à la recherche d'authenticité et de traditions, un "art de vivre" bordelais peut-il exister et avoir une importance ? » a été abordé.

Les acteurs locaux invités à participer

Afin d'apporter aux experts internationaux de l'INTA la connaissance du territoire et de ses grands enjeux, la Communauté urbaine de Bordeaux a invité un certain nombre d'acteurs locaux à venir participer aux différents ateliers. Ces acteurs locaux représentent les différents champs de la vie urbaine bordelaise (économie, urbanisme, culture, institutions, développement durable, université...).

Des élus de la Communauté urbaine de Bordeaux et des représentants des services de La Cub concernés par les thématiques ont également été invités à participer aux ateliers. Les acteurs locaux ont un rôle fondamental à jouer dans la réussite de ce travail. Ce sont eux qui apportent les informations et la connaissance du territoire et donc la matière pour que les panélistes internationaux puissent comprendre le rôle des acteurs locaux, leur vision du territoire et, *in fine*, faire des propositions adaptées aux particularités et aux enjeux de notre territoire.

« Un lieu
doit répondre à
l'exigence d'intégration,
de participation
politique, favoriser
la mobilité par
le travail, l'école
et l'emploi, sans quoi
il renonce à affranchir
et à former... L'urbain
doit rendre possible
des espaces qui rendent
libres, et non pas
des lieux qui enferment.
[...] »

EXPERIMENTATIONS

Des innovations qui préfigurent la métropole de demain.

En vue d'illustrer, par des exemples concrets, les réflexions exprimées dans le cadre de la démarche prospective, la Communauté urbaine de Bordeaux lance un bouquet d'appels à idées et à projets innovants, ouvert à tous les habitants de l'agglomération. Ces appels à projets constituent autant de petites graines destinées à faire fructifier la démarche Bordeaux Métropole 3.0, ils donnent à voir des évolutions possibles, surprenantes ou exemplaires, ou encore des réponses à des besoins émergents sur des thématiques aussi diverses que l'habitat, les déplacements, les nouvelles technologies, l'écologie urbaine, les services à la personne... Ces appels à projets innovants sont déployés au fur et à mesure de l'avancement de la démarche.

De nouvelles technologies «aux services» de demain

Cet appel à projets, lancé par La Cub en partenariat avec IBM et Aquitaine Europe Communication (AEC), était ouvert à tous : particuliers, étudiants, chercheurs, start up, SS2I... s'intéressant au monde numérique. Seuls ou en équipe, les candidats devaient imaginer comment les nouvelles technologies et particulièrement les technologies numériques peuvent façonner, améliorer et optimiser les services de demain. Trois orientations étaient proposées aux candidats :

- Optimiser les services publics : La Cub, comme les autres collectivités territoriales, assume un certain nombre de services publics (collecte et traitement des déchets, eau et assainissement...) et de compétences dans les secteurs du transport, de l'habitat, de l'urbanisme, du développement économique... La réponse à l'appel à projet pouvait proposer une façon d'optimiser ces services, de les rendre plus efficaces, mieux adaptés aux habitants et à leurs disparités, plus soucieux du lien social et du développement durable.
- Favoriser les échanges de services entre citoyens : entraide, mise en relation, échanges d'informations, de compétences, de biens... Les TIC permettent un renouveau de ces pratiques qui fondent la qualité de la vie dans la ville.
- Vers de nouvelles formes de services ?
Lutte contre l'exclusion, renforcement de la citoyenneté et de la participation, valorisation des mixités intergénérationnelles... Les services de demain devront répondre à ces questions de société émergentes. Les inscriptions ont été clôturées le 15 septembre 2010. Une enveloppe de 15 000 euros sera répartie entre les meilleurs projets. Les deux premiers lauréats pourront en outre bénéficier d'un coaching global via un Mentorat d'IBM.

La Communauté urbaine de Bordeaux a reçu une quinzaine de projets. Un jury se réunira dans les prochains jours pour désigner, au mois de décembre 2010, les lauréats de cet appel à projet.

Petits fonciers pour grands projets

La Cub possède de petites emprises foncières, résidus d'anciennes opérations d'aménagement trop restreintes ou trop contraintes pour être intégrées dans un projet urbain. Ces délaissés fonciers se muent rapidement en friches ou en dents creuses sans contribuer à la qualité urbaine des espaces connexes.

Projet ou local d'association, jardin partagé, habitat, atelier, petit commerce... il s'agit d'ouvrir la boîte à idées pour trouver une nouvelle destination à tous les petits terrains oubliés.

Associations, particuliers, porteurs de projets ont été invités à faire équipe avec des professionnels (architectes, paysagistes, écologues...) pour proposer, à chaque fois, un programme novateur, adapté et répondant aux objectifs de La Cub en matière d'aménagements.

Après étude des différents dossiers qui seront déposés, un jury de professionnels désignera, en février 2011, les lauréats et La Cub aidera ces derniers à monter leur projet.

Comment imaginez-vous la ville en 2030

« Plus belle, avec davantage de dessertes, rajeunie dans son centre, avec davantage de facilités pour se déplacer, de lignes de tram »

Quels sont vos souhaits ?

« davantage de commodités en centre ville pour l'accueil des jeunes, facilités de déplacement, davantage de tram encore, davantage de liens et des petits commerces (typiques de Bordeaux) préservés »

Vos craintes ?

« De voir s'installer une société de zappeurs »

CONTRIBUTIONS

Au cœur de la démarche, les contributions permettent aux acteurs du territoire de donner leur vision de la métropole souhaitable pour 2030.

En faisant appel aux contributions des communes, des partenaires institutionnels et de la société organisée, La Cub souhaite :

- enrichir sa compréhension du fonctionnement futur de son territoire
- identifier les variables (freins et moteurs) et les enjeux clés de demain
- recueillir les rêves pour la métropole de 2030
- construire collectivement le devenir de l'agglomération.

Le dispositif d'accompagnement des contributeurs mis en place par La Cub a pour objectif de :

- proposer des interlocuteurs directs et privilégiés pour les contributeurs.
- préciser la démarche et le cadre attendu des contributions
- rechercher des informations complémentaires (données quantitatives, études, documents de référence...),
- conseiller et proposer des méthodes adaptées à chaque contexte en lien avec le contributeur

Pour cela un certain nombre d'actions et d'outils a été développé :

- prise de rendez-vous personnalisés pour présenter la démarche d'ensemble et les attendus des contributions
- organisation de séminaires techniques regroupant les différentes structures contributrices
- ouverture d'une permanence technique hebdomadaire
- réalisation et diffusion de supports méthodologiques
- participation, à l'invitation des structures, à des rencontres internes pour expliquer la démarche communautaire et apporter une expertise méthodologique
- ouverture, sur la plateforme de travail collaboratif bluekiwi, d'un espace « contributeurs » afin de favoriser l'interaction entre les différents contributeurs.

Un premier séminaire technique des contributeurs potentiels s'est déroulé le 16 septembre 2010 ; il a réuni 75 participants avec pour objectif de mobiliser, de donner des éléments méthodologiques et de répondre aux interrogations des futurs contributeurs. Un second séminaire technique a eu lieu le 9 novembre 2010 afin de faire un

point d'étape des contributions et d'échanger sur les thèmes abordés par les contributeurs dans le cadre de leur réflexion.

Concernant les contributions des scolaires (primaires, collèges et lycées), qui sont les futurs adultes de 2030, un travail est réalisé en partenariat avec l'Inspection de l'Académie. Tous les établissements sur le Cub (publics et privés sous contrat) ont été invités à participer de la démarche. Des documents de travail : questionnaire pour les élèves, guide pédagogique pour les enseignants ont été élaborés conjointement par La Cub et l'Inspection académique et ont été diffusés dans tous les établissements primaires et secondaires implantés sur La Cub.

La contribution de La Cub :

La Cub réalisera, également d'ici la fin de l'année 2010, sa propre contribution. Cette production est destinée à présenter une vision de l'agglomération et à réfléchir sur la façon dont nous vivons dans la métropole bordelaise en 2030, tout en mettant en perspective les actions, à court et moyen termes, menées par l'établissement. La contribution de La Cub, qui touchera à tous les champs de la vie urbaine, servira à « accueillir » les autres contributions, à les relier et les mettre en dialogue. L'ensemble des contributions recueillies donnera lieu à l'organisation d'échanges et de débats au premier trimestre 2011.

Comment imaginez-vous la métropole en 2030 ?

« La région bordelaise doit travailler comme toutes les autres agglo sur le lien entre les villes (on ne parle plus de « ville-centre » et de « périphéries »), pour se donner une excellence. Le territoire est en effet plus grand que l'addition de chacune des villes. Les stratégies de développement doivent être coconstruites. Un énorme travail reste à faire. »

Quels sont vos souhaits ?

« Que Nantes et Bordeaux puissent travailler ensemble, et exister sans complexe vis-à-vis des grandes métropoles de Chine, du Brésil. »

Quelles sont vos craintes ?

« Je n'ai pas de craintes, car les réseaux devront se faire, c'est une question de survie pour toutes les grandes villes. »

Jean-Louis Bonnin, Conseiller culture du maire de Nantes et du Président de Nantes Métropole
Nantes, en marge de la conférence Ville créative du 7 octobre 2010

« Je souhaite la métropole plus contenue, plus équilibrée, sorte de ville territoire avec de l'intensité mais aussi des espaces sauvages, agricoles avec espèces préservées, avec davantage de TER jusqu'à Arcachon, Blaye... Il faut qu'il y ait une dilution concentrique mais dans une logique de projets. »

Un urbaniste, citoyen de Pessac, lors de la journée Natures de Ville du 23 septembre 2010-11-10

Bordeaux Métropole 3.0
Mission 2025

Communauté urbaine de Bordeaux
Esplanade Charles-de-Gaulle
33076 Bordeaux cedex

mission2025@cu-bordeaux.fr

« Un lieu doit répondre
à l'exigence
d'intégration,
de participation
politique, favoriser
la mobilité par le travail,
l'école et l'emploi,
sans quoi il renonce à
affranchir et à former...
L'urbain doit rendre
possible des espaces
qui rendent libres,
et non pas des lieux
qui enferment. [...] »

Olivier Mongin,

« *De la lutte des classes à la lutte des lieux* », in *Revue Esprit*,

« *L'architecture et l'esprit de l'urbanisme européen* », octobre 2005